

16 DEC. 2019

N. Gaudet
A. Riffard

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE

RAPPORT D'ENQUETE PUBLIQUE

**Relative au projet de révision de la carte communale
de JUILLAC-LE-COQ (16)**

**Enquête publique
du 30 septembre au 15 novembre 2019 inclus**

**RAPPORT, AVIS ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE
ENQUÊTEUR**

Le Commissaire Enquêteur

HUCTEAU HERVE

Sommaire

1-Organisation de l'enquête	3
1.1-Désignation du commissaire enquêteur	3
1.2-Modalités de l'enquête	3
1.3-Publicité de l'enquête.....	4
1.3.1-Publications	4
1.3.2-Affichage.....	4
1.4-Dossiers mis à la disposition du public	4
2-Déroulement de l'enquête	6
2.1 Examen du dossier	6
2.2 Visite des lieux	6
2.3 Déroulement général de l'enquête	6
2.4 Clôture de l'enquête	6
2.5 Notification du procès-verbal de synthèse et réponse de la commune.....	6
2.6 Modalités de transfert du dossier et des registres.....	7
3-Objet de l'enquête.....	7
3.1 Cadre réglementaire	7
3.2 Description du projet de Juillac-le-Coq.....	8
4-Observations du public	9
4.1 Registre d'enquête et correspondance adressés au commissaire enquêteur	9
4.2 Synthèse et analyse des observations	9
4.3 Observations du commissaire enquêteur.....	15
ANNEXE 1.....	17
ANNEXE 2.....	18
ANNEXE 3.....	22
ANNEXE 4.....	26
ANNEXE 5.....	33
ANNEXE 6.....	36
ANNEXE 7.....	37
ANNEXE 8.....	45
CONCLUSION ET AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR.....	50

1-Organisation de l'enquête

1.1-Désignation du commissaire enquêteur

Par décision du 26/04/2019 (N°E19000072/86), rendue par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Poitiers (**Annexe 1**), j'ai été désigné pour conduire l'enquête publique et recueillir les observations des personnes pouvant être intéressées par le projet de révision de la carte communale sur le territoire de la commune de JUILLAC-LE-COQ.

Par arrêté n°2019/91 du 2 Août 2019 (**Annexe 2**) Monsieur Jérôme SOURISSEAU, Président de la communauté d'agglomération du Grand Cognac a prescrit l'ouverture de l'enquête publique

1.2-Modalités de l'enquête

Ses principales dispositions sont :

Durée de l'enquête : du **30 Septembre au 15 Novembre 2019 inclus**,

Lieu de consultation du dossier : **mairie de JUILLAC-LE-COQ et Communauté d'Agglomération du Grand Cognac aux heures ouvrables**

Permanences tenues par le commissaire enquêteur :

- | | |
|------------------------------------|-------------------------------------|
| ○ Lundi 30 septembre 2019 | de 9H à 12H (Grand Cognac) |
| ○ Vendredi 11 octobre 2019 | de 14H à 17H (Mairie) |
| ○ Lundi 21 octobre 2019 | de 14H à 17H (Mairie) |
| ○ Vendredi 25 octobre 2019 | de 9H à 12H (Mairie) |
| ○ Jeudi 31 octobre 2019 | de 14H à 17H (Grand Cognac)) |
| ○ Vendredi 15 novembre 2019 | de 14H à 17H (Mairie) |

Du fait de l'indisponibilité des serveurs du Grand Cognac du 11 au 20 octobre 2019 suite à une attaque informatique, l'enquête a été prolongée au 15 Novembre 2019 (Annexe 3)

Possibilité de transmettre les observations par courrier électronique à l'adresse :

- **Cc-juillac16@grand-cognac.fr**

1.3-Publicité de l'enquête

1.3.1-Publications

Elle a fait l'objet des mesures de publicité réglementaires par affichage et parution dans la presse locale (**Annexe 4**) complétées par la mise en ligne de l'avis et du dossier (www.grand-cognac.fr)

Charente libre du 13 septembre 2019 et 4 octobre 2019

Sud-Ouest du 13 septembre 2019 et 4 octobre 2019

Charente libre et Sud Ouest du 30 octobre 2019 (prolongation enquête)

Bulletin d'informations municipales de rentrée

1.3.2-Affichage

L'avis d'enquête publique a été affiché dans les formes et délais prévus. (**Annexe 5**)

1.4-Dossiers mis à la disposition du public

Durant toute cette période, le dossier composé des pièces ci-dessous et deux registres d'enquête publique ont été tenus à la disposition du public à la mairie de JUILLAC-LE-COQ et au siège de la communauté d'agglomération du Grand Cognac :

Pièce N°1- dite « Rapport de présentation »

Pièce N°2 dite « Plans de secteurs »

Pièce N°3- dite « Liste et plan des servitudes d'utilité publique :

Pièce N°4- dite « Protection du patrimoine »

Pièce N°5- dite « Pièces complémentaires »

Les avis des Personnes Publiques associées PPA étaient disponibles lors de l'enquête à savoir :

- Avis de la Mission régionale d'autorité environnementale en date du 15 novembre 2018,
- Avis de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection de la Population (DDCSPP) en date du 20 février 2019,
- Avis de l'Office National des Forêts (ONF) en date du 27 février 2019,
- Avis du Centre National de la Propriété Forestière (délégation Centre Poitou-Charentes) en date du 13 mars 2019,
- Avis de la commune de Juillac-le-Coq en date de 26 mars 2019,

- Avis du PETR Ouest-Charente, porteur du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) en date du 10 avril 2019,

- Avis du Service d'infrastructure de la Défense Sud-Ouest en date du 15 avril 2019,
- Avis de la Chambre d'agriculture en date du 17 avril 2019,
- Avis de l'Institut Nationale de l'Origine et de la Qualité (INOQ) en date du 17 avril 2019,
- Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) en date du 19 avril 2019,
- Avis du Conseil Départemental de la Charente en date du 2 mai 2019,
- Accord du Préfet au titre de la dérogation à la règle de l'urbanisation limitée (articles L.142-5 et R.142-2 du code de l'urbanisme) en date du 23 mai 2019,
- Avis de la Direction Départementale des Territoires (DDT) en date du 21 juin 2019,
- Une réunion d'examen conjoint a également été organisée le 11 juillet 2019, à laquelle ont participé, en tant que Personnes Publiques Associées (PPA) :
 - La Chambre d'Agriculture de la Charente
 - La Direction Départementale des Territoire
 - Le PETR Ouest-Charente, structure porteuse du SCoT

Le public a pu, aux heures d'ouverture de la mairie de JUILLAC-LE-COQ et de la Communauté d'Agglomération du Grand Cognac, consulter l'ensemble de ces documents en toute liberté et commodité.

De plus le dossier était consultable à l'adresse : www.grand-cognac.fr (Annexe 6), sauf du 11 au 20 octobre 2019 suite à l'attaque virale du serveur

2-Déroulement de l'enquête

2.1 Examen du dossier

Le dossier présenté à l'enquête est complet, régulier et argumenté. Monsieur le Maire m'a donné toutes les informations souhaitées.

2.2 Visite des lieux

Afin d'avoir une connaissance exacte des zones concernées par le projet, j'ai procédé à une visite des lieux avec Monsieur l'adjoint à l'Urbanisme le 04-09-2019.

2.3 Déroulement général de l'enquête

L'enquête s'est déroulée dans d'excellentes conditions. Tous les documents demandés ont été mis à la disposition du commissaire enquêteur et du public.

Une attaque virale a rendu indisponible les serveurs de la communauté d'agglomération du Grand Cognac du 11 au 20 octobre 2019

2.4 Clôture de l'enquête

L'enquête a été close le 15 Novembre 2019, les registres signés et récupérés par mes soins

2.5 Notification du procès-verbal de synthèse et réponse de la commune

Les observations ont été consignées dans un procès-verbal de synthèse et présentées au représentant du Président du Grand Cognac, Monsieur Olivier Florine le 17-11-2019 (**Annexe 7**)

Le représentant de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac m'a transmis ses observations le 29 Novembre 2019 (**Annexe 8**)

2.6 Modalités de transfert du dossier et des registres

Enfin, le présent rapport, sa conclusion ont été transmis à :

- Monsieur le Président de Grand Cognac
- Monsieur le Président du Tribunal administratif

Les deux registres d'enquêtes ont été transmis à Monsieur le Président de Grand Cognac

En conséquence, je suis en mesure d'attester de la régularité de la procédure et du bon déroulement de l'enquête.

3-Objet de l'enquête

3.1 Cadre réglementaire

La **carte communale** est un document d'urbanisme simplifié dont peut se doter une commune qui ne dispose pas d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu. Elle détermine les modalités d'application des règles générales du règlement national d'urbanisme, et est définie aux articles L. 124-1 et suivants, R. 124-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

La carte communale doit respecter les grands principes du droit de l'urbanisme définis aux articles L 110 et L121-1 du code de l'urbanisme.

Ainsi la carte communale doit permettre d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

1° L'équilibre entre :

- a) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la mise en valeur des entrées de ville et le développement rural ;*
- b) L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- c) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;*

2° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs ;

3° La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

3.2 Description du projet de Juillac-le-Coq

La révision de la carte communale de Juillac-le-Coq poursuit les objectifs suivants :

- la réalisation d'un bilan intermédiaire de la carte communale existante, notamment du point de vue de l'évolution sur les cinq dernières années,
- la prise en compte des besoins des activités économiques présentes sur le territoire afin de permettre l'évolution de leurs bâtiments,
- l'intégration d'un projet communal dans le centre bourg en vue de la reconversion d'une parcelle communale en partie bâtie,
- la mise à jour de la carte communale et la révision du zonage.

L'évolution de la consommation d'espace entre 2006 et 2015 est la suivante (p207 du rapport de présentation) :

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Nombre de logements construits selon SITADEL	7	11	7	2	1	1	0	2	3	1
Surface hors œuvre des constructions réalisées	597	1 467	794	272	129	115	-	155	462	171
Surface totale construite à destination du logement	57 846	29 408	18 087	1 689	2 415	1 358	-	2 985	8 155	1 000
Surface moyenne des unités foncières (par logement)	8 264	2 673	2 583	844	2 415	1 358	-	1 492	2 718	1 000
Estimation du nombre de logements/hectare	1,2	3,7	3,9	11,8	4,1	7,4	-	6,7	3,7	10

Source : SITADEL, 2006-2015, DREAL Nouvelle Aquitaine

Le scénario de développement de l'urbanisation retenu par la commune correspond à l'accueil de **40** ménages sur la commune, soit **84** habitants supplémentaires, d'ici les 10 prochaines années pour 2.4 personnes par ménage.

Le projet met l'accent sur le renforcement du bourg et la densification du nombre de logement par hectare

4-Observations du public

4.1 Registre d'enquête et correspondance adressés au commissaire enquêteur

Au cours de mes permanences j'ai reçu quelques personnes souhaitant s'informer du contenu du projet :

Le registre de Juillac-le-Coq a fait l'objet de 4 observations.

Le registre du Grand Cognac a fait l'objet d'**aucune** observation.

1 courrier a été reçu en mairie pendant la période d'enquête

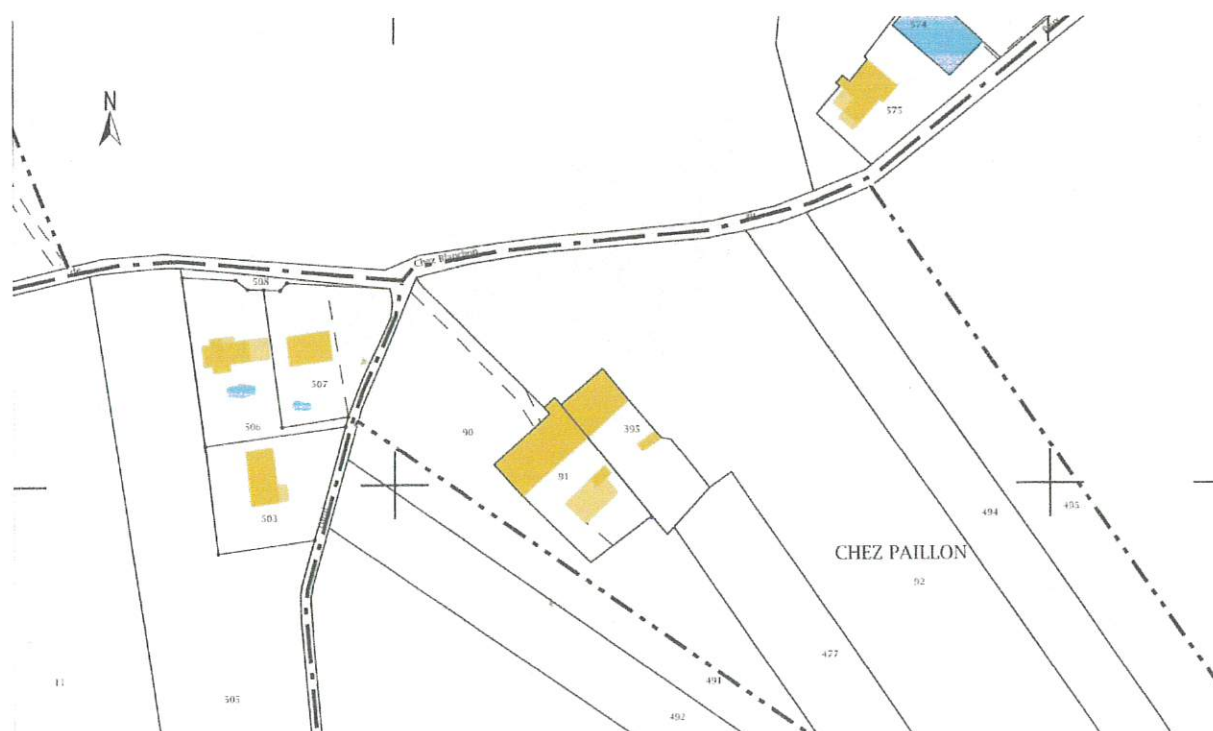
Aucun courrier électronique

4.2 Synthèse et analyse des observations

4.2.1 Registre Mairie Juillac-le-Coq

Obs n°1- Monsieur Alain BUREAU

Souhaite rendre constructible les parcelles (D90, D91 et D491). Dispose de l'eau, l'électricité, téléphone, gaz et attenant au chemin communal



Avis de la collectivité du Grand Cognac

La collectivité signale que les parcelles en question s'inscrivent hors des espaces résidentiels structurants de la commune (voir analyse du rapport de présentation de la Carte Communale)

Avis du commissaire enquêteur

En effet la priorité doit être donnée aujourd'hui aux parcelles s'inscrivant dans des espaces plus structurants que celles évoquées par Monsieur Bureau

Obs n°2- Monsieur Loïc DURAN (Distillerie Vieux chêne)

Si on laisse la parcelle n°9 au lieu-dit la Métairie en zone agricole, est-ce qu'elle reste constructible en cas de revente des bâtiments ? Si les acquéreurs veulent construire dans cette enceinte est-ce qu'ils pourront avoir un permis de construire ? A priori cette bâtisse sera destinée à faire de l'habitation privée, elle sera vendue ou louée à terme



Avis de la collectivité du Grand Cognac

La collectivité note que les termes de l'article L161-4 du Code de l'Urbanisme satisfont les attentes du demandeur quant aux possibilités d'évolution de ladite parcelle.

Avis du commissaire enquêteur

En effet le code de l'urbanisme précise Art L161-4 que « la carte communale délimite les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception :

1° De l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ainsi que de l'édification d'annexes à proximité d'un bâtiment existant »

Obs n°3- Monsieur Patrice GOLVET (SARL des Vignes)

Est-il nécessaire du fait du passage de bouilleur de cru à bouilleur de profession de changer la nature de la zone (Chez Genté, Chez Blanchon B997 et B1020) ?



Avis de la collectivité du Grand Cognac

Une « doctrine » des services de l'Etat (DDT16 et DDT17) diffusée en septembre 2018 précise les règles d'urbanisme applicables aux constructions viticoles. Elle indique que :

- Les constructions nécessaires à l'exploitation agricole (bouilleur de cru) peuvent être autorisées en secteur non-constructible d'une carte communale ;
- Les constructions à caractère industriel, en revanche, ne peuvent être autorisées qu'en secteur constructible. Une activité de bouilleur de profession, est considérée comme industrielle, dans la mesure où elle n'est pas directement liée à l'activité agricole de l'exploitant.

En réponse à ce second cas, la Carte Communale a opté pour le classement de l'ensemble des bâtiments affiliés ou susceptibles d'être affiliés à terme à l'activité industrielle, au sein d'un secteur Ua se référant à l'article R-161-5 du Code de l'Urbanisme.

Sur ces termes, il apparaît donc opportun de reconsidérer le classement actuel des parcelles du demandeur au sein de la Carte Communale.

La collectivité signale, à ce stade, la difficulté de déterminer exactement le contour de ce secteur Ua éventuel au droit de l'exploitation du demandeur

Avis du commissaire enquêteur

Je partage l'avis de la commune de reconsidérer le classement actuel des parcelles du demandeur, avec toutes les difficultés que cela comporte au niveau du zonage.

Obs n°4- Monsieur Roger LIVET

Est-ce possible de rendre constructible environ 1500 m² de la parcelle 413 ? Maison héritage



Avis de la collectivité du Grand Cognac

La collectivité retient que cette parcelle s'inscrit en continuité d'un village structurant à l'échelle de la commune (voir rapport de présentation de la Carte Communale), qui de par son envergure, pourrait être susceptible d'admettre de nouvelles constructions.

Avis du commissaire enquêteur

Je partage l'avis de la commune et il me semble judicieux d'étendre la zone à cette parcelle.

4.2.2 Registre Grand Cognac

Aucune observation

4.2.3 Courriers électroniques

Aucun courrier électronique

4.2.4 Lettres adressées au commissaire enquêteur

Lettre n°1- Monsieur Bill Noël PRIETO

Demande de changement de zone non constructible en zone constructible de la parcelle B1415

4.3 Observations du commissaire enquêteur

a) Quelques erreurs seront à corriger dans le dossier :

- la carte d'occupation des sols de la commune (chapitre 2.3.1 p 17) ne comporte pas de légende
- la cartographie du réseau Natura 2000 (chapitre 2.3.2 p 19) ne comporte pas de légende
- la carte des occupations agricoles artificielles (chapitre 2.3.6 p 30) ne comporte pas de légende
- la carte de représentation des trames vertes et bleues (chapitre 2.3.7 p 34) ne comporte pas de légende

b) Concernant le plan des secteurs (Pièce n°2)

- La pièce n°2 « Plan des secteurs » est-elle au 1/5000 (comme indiqué sur la carte) ou plutôt au 1/2500 (comme indiqué par la légende) ? A priori il me semble que la bonne échelle est au 1/2500
- Pourquoi avez-vous fait le choix de ne plus faire apparaître sur le « plan des secteurs », contrairement à celui approuvé par la préfecture le 16-11-2012, des données utiles à son exploitation comme :
 - les zones boisées
 - le périmètre de servitude lié aux monuments classés
 - le périmètre d'exposition au bruit due à l'aérodrome de Cognac-Châteaubernard ... ?

c) Eclaircissement concernant le changement de destination d'une parcelle

- Sera-t-il toujours possible pour un agriculteur de demander un changement de destination d'une construction à vocation agricole située en zone N vers une zone U ?
- Quels seront les changements de destination autorisés ?
- Quels seront vos critères pour statuer sur la possibilité de changement de destination ?
- Avez-vous listé les parcelles pouvant potentiellement changer de destination ?

Avis de la collectivité du Grand Cognac

Des erreurs matérielles sont à corriger.
Celles-ci seront prises en compte avant que le dossier ne soit proposé à l'approbation.
Le plan des secteurs n'indique pas la bonne échelle et ne fait pas apparaître de données utiles à son exploitation comme sur la carte communale actuelle.
L'échelle du plan de secteurs sera corrigée (soit 1/5 000ème). Toutefois, les informations non-réglementaires qui apparaissaient sur le plan de secteurs de l'actuelle Carte Communale n'ont

aucunement lieu d'être reportées sur le nouveau plan de secteurs, **ces informations étant contraires au formalisme légal et réglementaire imposé aux Cartes Communales.**

A titre d'exemple, le périmètre d'exposition au bruit lié à l'aérodrome Cognac – Châteaubernard doit être mentionné dans les annexes de la Carte Communale, et non sur son règlement graphique. Il en est de même pour l'intégralité des servitudes d'utilité publiques existantes à ce jour sur la commune.

Enfin, le repérage des zones boisées sur le règlement graphique ne se réfère à aucun outil légal ou réglementaire le justifiant. Il n'y a pas lieu de créer une telle fragilité juridique sur le document.

La dernière demande porte sur le cas des changements de destination.

- Un agriculteur pourra opérer le changement de destination d'un bâtiment agricole, quand bien même ce dernier est classé en secteur constructible ou non, car le législateur n'a pas formulé de restrictions particulières aux possibilités de changement de destination comme dans les PLU/PLUi (article L151-11 du Code de l'Urbanisme).

- Sur la base du précédent point, tout changement de destination, de toute nature, est autorisé par la Carte Communale en tous secteurs.

- Il n'y a pas de critères pour de tels cas.

- Ce repérage est non-avenue dans le cas d'une Carte Communale, à la différence du futur PLUi actuellement réalisé à l'échelle de l'agglomération. Ce travail incombe donc au prestataire du PLUi.

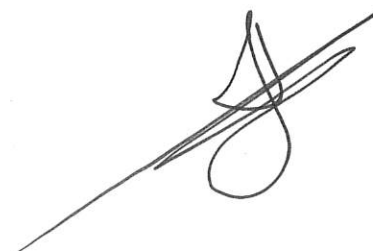
Avis du commissaire enquêteur

Aucune observation supplémentaire. Je souhaitais uniquement une réponse écrite de la collectivité sur ces sujets.

Guimps, le 09/12/2019

le Commissaire Enquêteur

Hervé HUCTEAU



ANNEXE 1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE POITIERS

26/04/2019

N° E19000072 /86

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision désignation commission ou commissaire

Vu enregistrée le 19/04/2019, la lettre par laquelle le Président de la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

la révision de la carte communale sur le territoire de la commune de JUILLAC LE COQ et l'abrogation de la carte communale en vigueur ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 ;

Vu le décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2019 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Hervé HUCTEAU, domicilié Lotissement chez Chaillou, GUIMPS (16300), est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée au président de la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac et à Monsieur Hervé HUCTEAU.

Fait à Poitiers, le 26/04/2019

Le Président,

signé

François LAMONTAGNE



ANNEXE 2



Nomenclature : 2.1

ARRÊTÉ
N°2019/91

ARRETE PORTANT ORGANISATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE SUR LE PROJET DE REVISION DE LA CARTE COMMUNALE DE JUILLAC-LE-COQ

LE PRESIDENT DE GRAND COGNAC,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.132-1 et suivants, L.160-1 et suivants, L.163-3 et suivants, et les dispositions réglementaires correspondantes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2015/115 en date du 9 juillet 2015 portant transfert de la compétence PLU à la Communauté de communes de Grand Cognac ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2018 portant modification de la décision institutive de Grand Cognac ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2017/71, en date du 23 février 2017 portant extension du périmètre d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Grand Cognac et définition des modalités de concertation ;

Vu la délibération du conseil municipal de Juillac-le-Coq, en date du 29 mai 2012, approuvant la carte communale de la commune ;

Vu la demande de Monsieur le Maire en date du 23 mai 2017 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2017/228, en date du 22 juin 2017, prescrivant la révision de la carte communale de Juillac-le-Coq ;

Vu les différents avis des Personnes Publiques Associées, recueillis sur le projet finalisé de carte communale ;

Vu le compte rendu de l'examen conjoint par les Personnes Publiques Associées du projet de révision de la carte communale de Juillac-le-Coq, en date du 11 juillet 2019 ;

Vu la décision du 26 avril 2019 du Président du tribunal administratif de Poitiers ;

Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

.../...

HÔTEL DE COMMUNAUTE

6 rue de Valdepeñas CS 10216 ♦ 16111 Cognac Cedex

tél. 05 45 36 64 30 ♦ contact@grand-cognac.fr

♦ www.grand-cognac.fr





ARRETE

ARTICLE 1 :

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de révision de la carte communale de Juillac-le-Coq du lundi 30 septembre 2019 au jeudi 31 octobre 2019 inclus, soit pendant 32 jours consécutifs.

La révision de la carte communale poursuit les objectifs suivants :

- La réalisation d'un bilan intermédiaire de la carte communale existante, notamment du point de vue de l'évolution sur les cinq dernières années ;
- La prise en compte des besoins des activités économiques présentes sur le territoire afin de permettre l'évolution de leurs bâtiments ;
- L'intégration d'un projet communal dans le centre-bourg en vue de la reconversion d'une parcelle communale en partie bâtie ;
- La mise à jour des données de la carte communale et la révision du zonage.

ARTICLE 2 :

Monsieur Hervé HUCTEAU, exerçant le métier de consultant, a été désigné commissaire enquêteur par le Président du tribunal administratif de Poitiers, par décision en date du 26 avril 2019.

ARTICLE 3 :

Les pièces du dossier et deux registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public :

- au siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac : 6 rue de Valdepeñas 16100 COGNAC
- à la mairie de Juillac-le-Coq : 2 place de la Mairie 16130 JUILLAC-LE-COQ

Pendant toute la durée de l'enquête, soit du lundi 30 septembre 2019 au jeudi 31 octobre 2019 inclus :

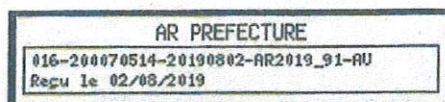
- Pour le siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac :
 - o les lundis, mardis, mercredis et jeudis de 8h30 à 12h15, et de 13h45 à 17h30,
 - o le vendredi de 8h30 à 12h15, et de 13h45 à 17h00.
- Pour la mairie de Juillac-le-Coq :
 - o les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 09h00 à 17h00
 - o les mercredis de 09h00 à 12h00

Le public pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contre-propositions, sur les deux registres ouverts à cet effet au siège de Grand Cognac et à la mairie de Juillac-le-Coq.

Le dossier d'enquête publique est également consultable sur le site internet de Grand Cognac : www.grand-cognac.fr à compter du lundi 30 septembre à 8h30 et jusqu'au jeudi 31 octobre 2019 à 17h00.

Les observations, propositions et contre-propositions pourront être déposées par courrier électronique envoyé à « cc-juillac16@grand-cognac.fr » à compter du lundi 30 septembre à 8h30 et jusqu'au jeudi 31 octobre 2019 à 17h00.





Le public pourra également adresser ses observations, propositions et contre-propositions par correspondance au commissaire enquêteur au siège de Grand Cognac à l'adresse suivante :

M. Hervé HUCTEAU
Enquête publique de la carte communale de Juillac-le-Coq
Hôtel de Communauté - Grand Cognac Communauté d'agglomération
6 rue de Valdepeñas CS 10216
16111 COGNAC

L'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement est joint au dossier d'enquête publique.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès du siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac et de la mairie de Juillac-le-Coq dès la publication du présent arrêté.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

ARTICLE 4 :

Le commissaire enquêteur sera présent au siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac et à la mairie de Juillac-le-Coq pendant la durée de l'enquête pour recevoir les observations écrites ou orales du public aux dates et heures suivantes :

- **Lundi 30 septembre 2019 de 9h00 à 12h00** au siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac - 6 rue de Valdepeñas 16100 Cognac
- **Vendredi 11 octobre 2019 de 14h00 à 17h00** à la mairie de Juillac-le-Coq - 2 place de la Mairie 16130 Juillac-le-Coq
- **Lundi 21 octobre 2019 de 14h00 à 17h00** à la mairie de Juillac-le-Coq - 2 place de la Mairie 16130 Juillac-le-Coq
- **Vendredi 25 octobre 2019 de 9h00 à 12h00** à la mairie de Juillac-le-Coq - 2 place de la Mairie 16130 Juillac-le-Coq
- **Jeudi 31 octobre 2019 de 14h00 à 17h00** au siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac - 6 rue de Valdepeñas 16100 Cognac

ARTICLE 5 :

À l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos et signés par le commissaire enquêteur.

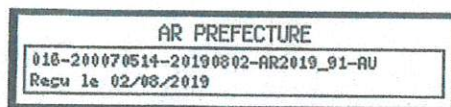
Dès réception des registres et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le Président de Grand Cognac ou son représentant, et lui communiquera les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le Président de Grand Cognac disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

ARTICLE 6 :

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au Président de Grand Cognac le dossier de l'enquête accompagné des registres et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées.

.../...





Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au Président du tribunal administratif de Poitiers et au Préfet de la Charente.

Le rapport, conforme aux dispositions des articles L.123-15 et R.123-19 du code de l'environnement, relatara le déroulement de l'enquête et examinera les observations, propositions et contre-propositions recueillies. Les conclusions motivées seront consignées dans un document séparé précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée au siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac, et à la mairie de Juillac-le-Coq, pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Le rapport sera également consultable, dans les mêmes délais, sur le site internet de Grand Cognac.

ARTICLE 7 :

Le Conseil communautaire se prononcera par délibération sur l'approbation de la révision de la carte communale de Juillac-le-Coq. Il pourra, au vu des conclusions de l'enquête publique, décider s'il y a lieu d'apporter des modifications au dossier de révision en vue de cette approbation.

ARTICLE 8 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Il sera également publié sur le site internet de Grand Cognac.

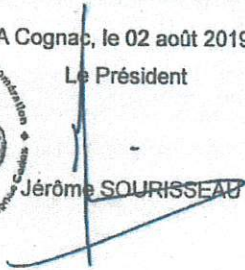
Quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis sera également publié, par voie d'affiches au siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac, à la mairie de Juillac-le-Coq et en tous lieux habituels sur le territoire de la commune.


ARTICLE 9 :

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès de Olivier FLORINE, chargé de mission PLUi à la Communauté d'agglomération de Grand Cognac (05.45.32.79.63 – olivier.florine@grand-cognac.fr).

ARTICLE 10 :

Le Préfet de la Charente, le Président de Grand-Cognac, le Maire de Juillac-le-Coq et le commissaire-enquêteur, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

A Cognac, le 02 août 2019
Le Président

Jérôme SOURISSEAU



ANNEXE 3



Nomenclature : 2.1

ARRÊTÉ
N°2019/110



ARRETE PORTANT ORGANISATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE SUR LE PROJET DE REVISION DE LA CARTE COMMUNALE DE JUILLAC-LE-COQ

PROLONGATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE

LE PRESIDENT DE GRAND COGNAC,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.132-1 et suivants, L.160-1 et suivants, L.163-3 et suivants, et les dispositions réglementaires correspondantes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2015/115 en date du 9 juillet 2015 portant transfert de la compétence PLU à la Communauté de communes de Grand Cognac ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2018 portant modification de la décision institutive de Grand Cognac ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2017/71, en date du 23 février 2017 portant extension du périmètre d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Grand Cognac et définition des modalités de concertation ;

Vu la délibération du conseil municipal de Juillac-le-Coq, en date du 29 mai 2012, approuvant la carte communale de la commune ;

Vu la demande de Monsieur le Maire en date du 23 mai 2017 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2017/228, en date du 22 juin 2017, prescrivant la révision de la carte communale de Juillac-le-Coq ;

Vu les différents avis des Personnes Publiques Associées, recueillis sur le projet finalisé de carte communale ;

Vu le compte rendu de l'examen conjoint par les Personnes Publiques Associées du projet de révision de la carte communale de Juillac-le-Coq, en date du 11 juillet 2019 ;

Vu la décision du 26 avril 2019 du Président du tribunal administratif de Poitiers ;

Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

HÔTEL DE COMMUNAUTÉ

6 rue de Valdepeñas CS 10216 ♦ 16111 Cognac Cedex

tél. 05 45 36 64 30 ♦ contact@grand-cognac.fr

♦ www.grand-cognac.fr



ARRETE

ARTICLE 1 :

Par arrêté n°2019/91 en date du 2 août 2019, le Président de la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac a ouvert l'enquête publique sur le projet de révision de la carte communale de Juillac-le-Coq, du lundi 30 septembre 2019 au jeudi 31 octobre 2019 inclus.

Suite à un virus informatique, qui a affecté les serveurs de la Communauté d'Agglomération, la boîte email prévue pour recevoir les avis du public (cc-juillac16@grand-cognac.fr) est devenue inopérante entre le vendredi 11 octobre et le dimanche 20 octobre 2019.

Tenant compte de cet incident, il est décidé, en accord avec la commune de Juillac-le-Coq et le commissaire enquêteur :

- de prolonger l'enquête publique jusqu'au vendredi 15 novembre à 17h00, soit une prolongation de 15 jours par rapport à la durée initiale.
- d'ajouter une permanence supplémentaire le vendredi 15 novembre de 14h00 à 17h00 à la mairie de Juillac-le-Coq.

Pour rappel, la révision de la carte communale poursuit les objectifs suivants :

- La réalisation d'un bilan intermédiaire de la carte communale existante, notamment du point de vue de l'évolution sur les cinq dernières années ;
- La prise en compte des besoins des activités économiques présentes sur le territoire afin de permettre l'évolution de leurs bâtiments ;
- L'intégration d'un projet communal dans le centre-bourg en vue de la reconversion d'une parcelle communale en partie bâtie ;
- La mise à jour des données de la carte communale et la révision du zonage.

ARTICLE 2 :

Monsieur Hervé HUCTEAU, exerçant le métier de consultant, a été désigné commissaire enquêteur par le Président du tribunal administratif de Poitiers, par décision en date du 26 avril 2019.

ARTICLE 3 :

Les pièces du dossier et deux registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public :

- au siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac : 6 rue de Valdepeñas 16100 COGNAC
- à la mairie de Juillac-le-Coq : 2 place de la Mairie 16130 JUILLAC-LE-COQ

Pendant toute la durée de l'enquête, soit jusqu'au vendredi 15 novembre 2019 inclus :

- Pour le siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac :
 - o les lundis, mardis, mercredis et jeudis de 8h30 à 12h15, et de 13h45 à 17h30,
 - o le vendredi de 8h30 à 12h15, et de 13h45 à 17h00.
- Pour la mairie de Juillac-le-Coq :
 - o les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 09h00 à 17h00
 - o les mercredis de 09h00 à 12h00

Page 2



rencontrera, dans la huitaine, le Président de Grand Cognac ou son représentant, et lui communiquera les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le Président de Grand Cognac disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

ARTICLE 6 :

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au Président de Grand Cognac le dossier de l'enquête accompagné des registres et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au Président du tribunal administratif de Poitiers et au Préfet de la Charente.

Le rapport, conforme aux dispositions des articles L.123-15 et R.123-19 du code de l'environnement, relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations, propositions et contre-propositions recueillies. Les conclusions motivées seront consignées dans un document séparé précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée au siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac, et à la mairie de Juillac-le-Coq, pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Le rapport sera également consultable, dans les mêmes délais, sur le site internet de Grand Cognac.

ARTICLE 7 :

Le Conseil communautaire se prononcera par délibération sur l'approbation de la révision de la carte communale de Juillac-le-Coq. Il pourra, au vu des conclusions de l'enquête publique, décider s'il y a lieu d'apporter des modifications au dossier de révision en vue de cette approbation.

ARTICLE 8 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Il sera également publié sur le site internet de Grand Cognac.

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis sera également publié, par voie d'affiches au siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac, à la mairie de Juillac-le-Coq et en tous lieux habituels sur le territoire de la commune.

Un troisième avis sera publié dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département et sur le site internet de Grand Cognac pour annoncer la prolongation de l'enquête publique.

Cet avis sera également publié, par voie d'affiches au siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac et à la mairie de Juillac-le-Coq.



ARTICLE 9 :

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès de Olivier FLORINE, chargé de mission PLUI à la Communauté d'agglomération de Grand Cognac (05.45.32.79.63 – olivier.florine@grand-cognac.fr).

ARTICLE 10 :

La Préfète de la Charente, le Président de Grand-Cognac, le Maire de Juillac-le-Coq et le commissaire-enquêteur, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

A Cognac, le 24 octobre 2019
Le Président,

Jérôme SOURISSEAU



ANNONCES

Charente Libre
Vendredi 13 septembre 2019 37ANNONCES ADMINISTRATIVES
ET JUDICIAIRESDépartement de la Charente
Arrondissement d'Angoulême
Commune de Roulet-Saint-Estèphe

ARRETE DE MISE A L'ENQUETE

VU le Code général des collectivités,
VU le Code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L.161-10 et L.161-10-1,
VU le Code de la voirie routière,
VU le décret n° 75-921 du 9 octobre 1978 fixant les modalités de l'enquête publique préalable à l'élaboration, à l'approbation, au renforcement et à la fixation de la largeur des chemins ruraux, et notamment son article 3,
VU la délibération n° 2019_8_3 du Conseil municipal de Roulet-Saint-Estèphe en date du 30 septembre 2019,
VU le dossier constitué en vue de l'élaboration d'un chemin rural,
VU la liste des commissaires enquêteurs publics au regard des actes administratifs de la Préfecture de Charente.

ARRETE

Article 1. Il est procédé à une enquête publique préalable à l'élaboration d'un chemin rural sis au nord de la zone d'habitat du FME Ecotourisme Sud de l'Angoulême (PESA).
Article 2. Un dossier d'enquête publique sera déposé à la mairie de Roulet-Saint-Estèphe pendant 15 jours pleins et consécutifs, du 1^{er} octobre au 15 octobre 2019 inclus.
Toute personne pourra au grand bureau de la mairie, chaque jour, selon les horaires suivants : lundi, mercredi, jeudi de 9h30 à 12 heures et de 13h30 à 17h30, le mardi de 9h30 à 12 heures et de 13h30 à 17 heures et de 13h30 à 17 heures et de 13h30 à 17 heures et de 13h30 à 17 heures et de 13h30 à 17 heures, déposer ses observations sur le dossier ou les annexes par écrit au commissaire enquêteur.
Article 3. Les observations formulées par le public seront enregistrées sur un registre spécialement ouvert pour cet objet.
Article 4. A l'expiration du délai de quinze jours prévu à l'article 1^{er} ci-dessus, le commissaire enquêteur constatera sur le registre la clôture de l'enquête et transmettra le dossier au maire, avec ses conclusions. Si les conclusions sont défavorables à l'adoption du projet, le Conseil municipal sera appelé à émettre son avis dans ses trois mois par une délibération motivée.
Article 5. Le présent arrêté sera affiché en mairie de Roulet et sur site. Un avis de mise à l'enquête sera en outre inséré en caractères apparents dans l'un des journaux d'annonces légales publiés dans le département.
Article 6. M. Jacques LACOTTE est nommé commissaire enquêteur et procédera en cette qualité conformément aux dispositions ci-dessus prescrites. Il se tiendra à disposition du public à la mairie de Roulet-Saint-Estèphe le mardi 1^{er} octobre 2019 de 9h à 12 heures et le mardi 15 octobre de 9h à 12 heures.
Article 7. Amplification du présent arrêté sera adressée à M. le Commissaire enquêteur et M^{me} la Préfète de la Charente.
Fait à Roulet-Saint-Estèphe, le 11 septembre 2019.

12 mai 2019

Communauté d'Agglomération Grand Cognac

ENQUETE PUBLIQUE
Commune de Juillès-le-Coq

Par arrêté n° 2019-21, en date du 2 août 2019, le Président de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac a autorisé l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de création de la carte communale de Juillès-le-Coq. L'élaboration de ce document vise à mieux maîtriser l'urbanisation de la commune tout en permettant l'accès de nouveaux habitats.

L'enquête publique se déroulera du jeudi 20 septembre 2019 au jeudi 21 octobre 2019 inclus.
Le public est invité à consulter le dossier de carte communale et à faire part de ses observations, propositions et contre-propositions au siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac, 6, rue de Valenciennes, 16100 Cognac les Jumeaux, mercredi et jeudi de 9h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30, le vendredi de 9h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30, et à la mairie de Juillès-le-Coq, 2, place de la Mairie, 16130 Juillès-le-Coq les Jumeaux, mardi, mercredi et jeudi de 9h à 17 heures, les mardis de 9h à 12 heures sur le site internet de Grand Cognac : www.grand-cognac.fr

Pendant la durée de l'enquête publique, les observations sur le projet de carte communale pourront être consignées sur les registres d'enquête déposés au siège de Grand Cognac et à la mairie de Juillès-le-Coq sur des feuilles d'observations à distribuer. Elles pourront également être adressées par mail (cc:juilles@grand-cognac.fr) ou par écrit au commissaire enquêteur à l'adresse suivante : M. Hervé HUETTEL - Enquête publique de la carte communale de Juillès-le-Coq - Mairie de Juillès-le-Coq - Grand Cognac Communauté d'Agglomération - 6, rue de Valenciennes - CS 10219 - 16111 Cognac.

M. Hervé HUETTEL, désigné commissaire enquêteur par le Président du tribunal administratif de Poitiers, sera présent pour recevoir le public.

Le jeudi 20 septembre 2019 de 9h à 12 heures au siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac - 6 rue de Valenciennes 16100 Cognac.

Vendredi 11 octobre 2019 de 9h à 17 heures à la mairie de Juillès-le-Coq, 2, place de la Mairie, 16130 Juillès-le-Coq.

Le jeudi 21 octobre 2019 de 14h à 17 heures à la mairie de Juillès-le-Coq, 2, place de la Mairie, 16130 Juillès-le-Coq.

Vendredi 15 octobre 2019 de 9h à 12 heures à la mairie de Juillès-le-Coq, 2, place de la Mairie, 16130 Juillès-le-Coq.

Le jeudi 21 octobre 2019 de 14h à 17 heures au siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac - 6, rue de Valenciennes, 16100 Cognac.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur pourront être consultés au siège de Grand Cognac, à la mairie de Juillès-le-Coq et sur le site internet de Grand Cognac, à l'issue de l'enquête.

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès d'Olivier FLORES, chargé de mission PLU à la Communauté d'agglomération de Grand Cognac (05-45-32-79-63 - olivier.flores@grand-cognac.fr).

Communauté d'Agglomération de GrandAngoulême

AVIS DE MISE A DISPOSITION
AU PUBLIC
Modification simplifiée n°2 du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de Roulet-Saint-Estèphe

Par délibération du 12 mai 2016, le conseil communautaire a fait les modalités de mise à disposition au public des procédures de modification simplifiée des documents d'urbanisme.

Par arrêté du 8 août 2019, le président de GrandAngoulême a prescrit la modification simplifiée n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Roulet-Saint-Estèphe.

La modification simplifiée n°2 du PLU de Roulet-Saint-Estèphe est présentée en vue de faire évoluer l'orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) n°6 «Cher Thibault» pour permettre la réalisation de cette OAP en plusieurs tranches. Le règlement écrit pour autoriser et recadrer la construction d'habitat, de maisons, de pavillonnaire et d'habitat collectif dans les zones A et H et leurs secteurs et le règlement graphique ont corrigé une erreur matérielle relative à la rédaction de l'annexe des zones habitationnelles de la commune.

La mise à disposition au public est déterminée du 20 septembre 2019 au 31 octobre 2019 inclus, soit une durée de 42 jours consécutifs.

Pendant la durée de la mise à disposition au public, le dossier de modification simplifiée n°2 sera consultable au service d'urbanisme de GrandAngoulême au 120, rue de Paris à Angoulême, sur le site internet de GrandAngoulême, ainsi qu'au sein de la commune de Roulet-Saint-Estèphe, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Durant cette période, le public pourra consulter les observations et propositions :

- Dans les registres ouverts à cet effet au service d'urbanisme de GrandAngoulême et en mairie de Roulet-Saint-Estèphe.

- Par écrit : Communauté d'agglomération de GrandAngoulême, Modification simplifiée n°2 du PLU de Roulet-Saint-Estèphe, 25, boulevard Besson-Bey, 16000 Angoulême.

- Par courriel : communes@grandangouleme.fr

Cet avis est affiché au siège de GrandAngoulême et en mairie de Roulet-Saint-Estèphe, huit jours au moins avant le début de la mise à disposition, et le restera pendant toute sa durée. Il est également publié sur le site internet de GrandAngoulême et dans un journal diffusé dans le département.

Aux termes de la mise à disposition, le plan de cette procédure sera présenté au conseil communautaire de GrandAngoulême, qui pourra approuver la modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Roulet-Saint-Estèphe.

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès de Jérôme ROULAND, service d'urbanisme de GrandAngoulême, au 05-96-07-70-31 ou par courriel : jerome.rouland@grandangouleme.fr

MARCHÉS PUBLICS

Région Nouvelle-Aquitaine

AVIS DE MARCHÉ
Lyce Charles-Augustin Coulomb à Angoulême
travaux de désamiantage
et remplacement réseaux EU/EP en galerie

Pourrait adjudiquer : Région Nouvelle-Aquitaine, 14, rue François-de-Sourdis, 33077 Bordeaux, 05 57 57 30 00, communes@region-nouvelle-aquitaine.fr
Profil acheteur : <http://www.rna.fr>

Numéro de référence de l'avis : 2019000707100000

Objet principal : Lyce Charles-Augustin Coulomb à Angoulême, travaux de désamiantage et remplacement réseaux EU/EP en galerie.

Cote CPV principal : 45252909

Forme de paiement : Aucune forme de groupement imposée.

Type de marché : Travaux.

Le principal s'adresse à : (16) Charente.

Le marché est-il destiné à être : Marché unique.

Modalités essentielles de financement : Budget régional.

Modalités de participation de la collectivité : Elles doivent être conformes aux conditions stipulées dans le PIC.

Critères d'attribution : Le prix s'entend par le coût global d'attribution et tous les critères sont pondérés.

Modalités de réception de l'offre : Par voie électronique sur la plateforme <http://marches.rna.fr>.

Des variantes sont-elles possibles : Non.

Durée à compter de la date d'attribution de la commande : 4 mois.

Ce marché peut-il faire l'objet d'une résiliation ? Non.

Marché éligible au RPS : Non.

Adaptage après de la facture les documents peuvent être obtenus : Règlement de Consultation, DCE, Informations, correspondances et dépôt sont accessibles gratuitement à l'adresse (URL) : <http://marches.rna.fr/page/entreprise/EntrepriseRégionNouvelleAquitaineConsultationDCEInformations> ou sur <http://marches.rna.fr>, sous référence : 2019000707100000

Type de procédure : Procédure adaptée définie selon les articles L. 2122-1 et R. 2122-1-1^{er} du Code de la commande publique.

Date limite de réception des offres : le mardi 8 octobre 2019 à 12 heures.

Durée de validité des offres : 120 jours.

Laque soumise aux modalités de l'offre en la consultation : Le tracé.

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle les renseignements peuvent être obtenus : Tribunal administratif de Bordeaux, 8, rue Taitot, 33000 Bordeaux, info@tribunal-administratif.fr

Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 10 septembre 2019

Charente Libre
Vendredi 13 septembre 2019 37Logelia
Charente Libre
LOGELIA CHARENTEAVIS D'APPEL PUBLIC
À LA CONCURRENCE
Marché de travaux

Acheteur: LOGELIA CHARENTE - Office Public de l'habitat de la Charente, 10, impasse d'Assurance, 16025 Angoulême Cedex, 05-45-38-66-00. Email: marches@logelia.fr - URL: <http://logelia.fr/marches-publics>

Objet du marché: Travaux de rénovation de deux appartements après incendie Boyen et Saint-Michel.

Détail d'exécution de marché: 5 mois et deux maximum (période de préparation comprise).

Mode de passation: La procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2129-1 et R. 2129-1-1^{er} du Code de la commande publique.

Critères d'attribution: Voir le règlement de la consultation.

Modalités d'attribution: Voir le règlement de la consultation.

Date limite de réception des offres: Le 28 septembre 2019 avant 16 heures.

Le dossier de consultation est intégralement téléchargeable gratuitement sur le site <http://logelia.fr/marches-publics>

Instance chargée des procédures de recours: Tribunal Administratif de Poitiers, 15, rue de Bismarck, 86000 Poitiers, 05-45-48-00-78-19.

Charente Libre

Chaque mardi

ENTREPRENDRE

LE CHIFFRE VERT
DE VOS CHIFFRES

Roussetot

Roussetot

Roussetot

Roussetot

Roussetot

Roussetot

Roussetot

Roussetot

Roussetot

Roussetot

Roussetot

Inscrivez-vous
et recevez chaque jour la newsletter

Charente Libre

Annonces légales et officielles

sudouest-legales.fr - sudouest-marchespublics.com - Affilié à francemarches.com

Avis administratifs et judiciaires

Enquêtes publiques



Communauté d'Agglomération Grand Cognac

ENQUETE PUBLIQUE
Commune de Juliac-le-Coq

Par arrêté n°2019-91, en date du 2 août 2019, le Président de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de révision de la carte communale de Juliac-le-Coq. L'élaboration de ce document vise à mieux maîtriser l'urbanisation de la commune tout en permettant l'accueil de nouveaux habitants.

L'enquête publique se déroulera du lundi 30 septembre 2019 au jeudi 21 octobre 2019 inclus.

La public est invité à consulter le dossier de carte communale et à faire part de ses observations, propositions et contrepropositions, au siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac, 6, rue de Valpègues, 16100 Cognac les lundis, mardis, mercredis et jeudis de 8h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h00, les vendredis de 8h30 à 12h15 et de 13h45 à 17 heures, à la mairie de Juliac-le-Coq, 3, place de la Mairie, 16150 Juliac-le-Coq les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 9h à 17 heures, les mercredis de 9h à 12 heures, sur le site internet de Grand Cognac: www.grand-cognac.fr

Pendant la durée de l'enquête publique, les observations sur le projet de carte communale pourront être consignées sur les registres d'enquête déposés au siège de Grand Cognac et à la mairie de Juliac-le-Coq aux dates et heures indiquées ci-dessous. Elles pourront également être déposées par mail (cc-pci@grand-cognac.fr) ou par écrit au commissaire-enquêteur à l'adresse suivante: M. Hervé NUCEAU - Enquête publique de la carte communale de Juliac-le-Coq - Hôtel de la Communauté - Grand Cognac Communauté d'Agglomération - 6, rue de Valpègues - CS 10078 - 16111 Cognac.

M. Hervé NUCEAU, officier commissaire-enquêteur par le Président du Tribunal administratif de Poitiers, sera présent pour recevoir le public.

Lundi 30 septembre 2019 de 9h à 12 heures au siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac - 6 rue de Valpègues 16100 Cognac

Vendredi 11 octobre 2019 de 14h à 17 heures à la mairie de Juliac-le-Coq, 3, place de la Mairie, 16150 Juliac-le-Coq

Lundi 21 octobre 2019 de 14h à 17 heures à la mairie de Juliac-le-Coq, 3, place de la Mairie, 16150 Juliac-le-Coq

Vendredi 25 octobre 2019 de 9h à 12 heures à la mairie de Juliac-le-Coq, 3, place de la Mairie, 16150 Juliac-le-Coq

Jeudi 21 octobre 2019 de 14h à 17 heures au siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac, 6, rue de Valpègues, 16100 Cognac

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur pourront être consultés au siège de Grand Cognac, à la mairie de Juliac-le-Coq et sur le site internet de Grand Cognac, à l'issue de l'enquête.

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès d'OLIVIER FLOURET, chargé de mission PLU à la Communauté d'agglomération de Grand Cognac (05.45.32.79.83 - olivier.flouret@grand-cognac.fr).

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

OLIVIER FLOURET

Ventes aux enchères

Ventes judiciaires

Carrère & Laborie

Commissaires-Priseurs judiciaires

Mardi 12 septembre 2019 à 14h à Lons (64140) 14 bis Antoine Laurent Lavoisier

Dépôt des enchères sur emble vous auprès de Ludovic Boudreau (05 40 91 39 56 07 63)

avant la vente et mardi 12 septembre 2019 de 9h à 12 heures

Vente suite à la liquidation judiciaire de Global Packaging

Fabrication emballages plastiques

Ligne de production de bouteilles 20 L en 5 gallons - Une ligne extrusion soufflage Unilay Milacron

Presses injection soufflage AOKI

N° de dossier de vente: www.carrere-laborie.com

Marchés publics et privés

Marchés à procédure adaptée sup. à 90 000 €



Région Nouvelle-Aquitaine

AVIS DE MARCHÉ

Lycée Charles-Augustin Coulomb à Angoulême

travaux de désamiantage

et remplacement réseaux EU/EP en galerie

Pouvoir adjudicateur : Région Nouvelle-Aquitaine, 14, rue François-de-Sourdis, 33077 Bordeaux, tél. 05 57 57 80 00 Mail: commissariatmarches@nouvelle-aquitaine.frProfil acheteur : www.paiement-unique.fr

Numéro de référence du marché : 2019P00070100000

Objet principal : Lycée Charles-Augustin Coulomb à Angoulême, travaux de désamiantage et remplacement réseaux EU/EP en galerie.

Code CPV principal : 45262000

Forme juridique du groupement : Autour d'un maître d'œuvre

Type de marché : Travaux

Lieu principal d'exécution : (16) Charente

Ce marché est-il divisé en lots : Marché unique

Modalités essentielles de financement : Budget régional

Conditions de participation du candidat : Elles doivent être conformes aux conditions stipulées dans le RFP.

Critères d'attribution : Les prix n'ont pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont retenus uniquement dans les documents du marché.

Modalités de réception de l'offre des candidats et si elles : Par voie électronique sur le plateforme marche-unique.fr

Des variantes sont-elles possibles : Non

Dates à compter de la date d'ouverture du contrat : 4 mois

Ce marché peut-il faire l'objet d'une reconduction ? Non

Marché éligible au RFP : Non

Adresse internet de laquelle les documents peuvent être obtenus : Règlement de Consultation, DCE, Informations, correspondances et dépôt des offres gratuitement à l'adresse (URL): <http://marche-unique.fr/procureur-unique/procureur-unique/2019P00070100000>ou sur <http://marche-unique.fr>, sauf référence: 2019P00070100000

Type de procédure : Procédure adaptée définie selon les articles L. 31-10-1 et R. 3110-1 1° du Code de la commande publique

Date limite de réception des offres : le mardi 9 octobre 2019 à 12 heures

Durée de validité des offres : 120 jours

L'offre peut être utilisée dans 7 ans ou la candidature : Le français

Instance chargée des procédures de recours et organe de laquelle les renseignements peuvent être obtenus concernant l'attribution de l'ouvrage : Tribunal administratif de Bordeaux, 8, rue Tautou, 33000 Bordeaux, voir <http://tribunal-administratif-bordeaux.fr>

Date d'envoi de présent avis à la publication : le 10 septembre 2019

Experts
comptables,
notaires, avocatsVie des sociétés (liquidations,
convocations, fusions, scissions...)Vous devez publier des
annonces légales ?Nos annonces légales sont
habilitées par la préfecture.Nos solutions journal
et internet vous garantissent
une diffusion puissantewww.sudouest-legales.comsudouest-
annonces.comLes meilleures
offres
de la régionC'est pro
et efficace !

7 jours sur 7 - 24 h sur 24

**Publiez
votre
annonce
légale**

ELECTRIQUE

C02 : objectif 2040... ou avant

ZÉRO ÉMISSION. Quelques pays, comme la Norvège et peut-être le Royaume-Uni, ont choisi de ne pas attendre 2040, date déterminée par l'Europe pour bannir la production de voitures thermiques

Est-ce un effet Orestes Thunberg ? Grant Shapps, le ministre des Transports britannique, a créé une petite surprise en annonçant lundi lors du congrès du Parti conservateur à Manchester que le gouvernement envisageait d'avancer, à 2035, l'interdiction de vente de voitures neuves à moteur thermique. Cette date avait été fixée, en juin dernier, à 2040 par le Parlement européen pour toutes les voitures particulières et véhicules utilitaires légers, avec un objectif de neutralité carbone en 2050.

La Norvège en exemple
En Écosse, on n'a pas attendu les réflexions de Londres pour s'engager. Les Écossais ont fixé à 2032 l'interdiction des voitures à moteur thermique. Et parmi les mesures phares en figure une d'importance : l'A-9, qui part d'Edimbourg et mène jusqu'à Thurso en passant par Inverness, deviendrait une autoroute électrique, longue de 439 km. D'ores et déjà, le gouvernement s'attèle à développer des points de recharge tout au long de ce ruban promis aux EV.

En ce domaine, l'Écosse suit l'exemple de la Norvège, qui bannira la vente de voitures thermiques à compter de 2025. Ce pays, qui, en 2018, comptait déjà

135 000 voitures électriques immatriculées, a pris des mesures incitatives importantes, avec des aides à l'achat, des coûts de péage d'autoroute déterminés en fonction du CO2, la gratuité pour les EV, en même temps que des couloirs réservés. Certes, la Norvège est en train de revenir un peu sur ces avantages, mais il n'empêche que les ventes de voitures électriques devraient dépasser les 50 % dans ce pays en 2019.

Beaucoup d'autres pays européens ont choisi de passer au zéro émission bien avant 2040. C'est le cas des Pays-Bas, de l'Islande, de l'Irlande et du Danemark. Mais quel est l'Allemagne ? Les Bundes ont avant 2030, mais Angela Merkel est très ennuyée. L'industrie automobile est florissante en Allemagne, avec 5,6 et 5,1 millions de voitures produites en 2017 et 2018... Il ne sera pas facile de respecter 2030.

2040 en France

En France, on s'en est tenu à 2040. La proposition d'interdiction, formulée en 2017 par Nicolas Hulot, alors ministre de l'Environnement, a été inscrite dans la loi, en mai dernier. "Vingt ans pour tout changer, cela laisse du temps pour que chacun puisse se convaincre de passer à l'électromobilité. Les voi-



tures sont là : ZOE, e-208, Honda e, Mini, DS3, Hyundai Kona, et la niki, Kia e-Niro, D.3, Tesla Model 3, Mercedes EQC, etc. Le choix commence à s'étoffer. On aurait tort de ne pas essayer. Quant au Royaume-Uni, s'il maintient 2035, il aura quinze ans pour se préparer. Le gouvernement devra fournir les efforts nécessaires pour favoriser cette transition. Selon Grant Shapps, 400 millions de livres seront investies dans l'installation de bornes de recharge. Mais il faudra aussi maintenir la prime à l'achat, dont on avait un temps envisagé la suppression. Elle est de 3 600 £ (3 900 €), alors qu'elle est de 6 000 € en France. C'est un minimum.

T.V.

L'INFO

VILLES INTERDITES



Outre l'interdiction de produire des voitures à moteur thermique à partir de 2040, beaucoup de villes d'Europe en profitent pour bannir ces voitures. Ainsi, Amsterdam va interdire ses rues aux voitures diesel ou essence, ainsi qu'aux motos à partir de 2030. D'autres villes ont suivi : Chengdu, Hambourg, Madrid, Oslo vont mettre en place leurs mesures, parfois partielles. En Allemagne, plusieurs villes, dont Francfort, Berlin et Munich, ont banni les vieux diesels. Munich veut interdire dans les basses émissions, réservées aux véhicules EV, hybride ou hydrogène. À Paris, les diesels d'avant 2001 sont interdits, tous le seront à partir de 2024, alors que les moteurs à essence seront bannis en 2030.

sudouest-annonces.com

Les meilleures offres de la région

C'est pro et efficace!



ANNONCES ADMINISTRATIVES ET JUDICIAIRES

Extrait de l'avis donné par la commission départementale d'aménagement commercial de la Charente, le 18 septembre 2019, relative à la demande de création d'un ensemble commercial par extension du magasin SUPER U à Villebois-Lavalette

OPERATION REALISEE AVEC PERMIS DE CONSTRUIRE

Dans sa séance du 18 septembre 2019, la commission départementale d'aménagement commercial de la Charente a émis un avis favorable à la SAS STEPHANO, agissant en qualité de propriétaire du magasin, pour la création d'un ensemble commercial par extension du SUPER U et de son anexe et la création de deux autres, situés ZAC des Galignas à Villebois-Lavalette (17230).

Surface totale de vente de l'ensemble commercial: 2.620m²

P.L.A. privée, Le chef de Service de Coordonnateur des politiques publiques et de l'appui territorial, Gaëlle LE DORZÉ

Extrait de l'avis donné par la commission départementale d'aménagement commercial de la Charente, le 18 septembre 2019, relative à la demande d'extension du Centre E.LECLERC par transfert du Centre l'Auto E.LECLERC à Angoulême

OPERATION REALISEE AVEC PERMIS DE CONSTRUIRE

Dans sa séance du 18 septembre 2019, la commission départementale d'aménagement commercial de la Charente a émis un avis favorable à la SAS ANGOULÊME, agissant en qualité de propriétaire du magasin, pour l'extension d'un ensemble commercial par la création, par transfert de Centre l'Auto, d'un nouveau magasin de vente de 600 m², situés centre commercial E.LECLERC, 5, Avenue Paul-Deshayes à Angoulême (17000).

Surface totale de vente de l'ensemble commercial: 5.639,33m²

P.L.A. privée, Le chef de Service de Coordonnateur des politiques publiques et de l'appui territorial, Gaëlle LE DORZÉ

Communauté d'Agglomération Grand Cognac

GRAND COGNAC

ENQUETE PUBLIQUE
Commune de Julliac-le-Coq

Par arrêté n°2019-01, en date du 2 août 2019, le Président de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac a autorisé l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de création de la gare communale de Julliac-le-Coq. L'élaboration de ce document vise à mieux maîtriser l'urbanisation de la commune tout en permettant l'accès du territoire habituel.

L'enquête publique est ouverte du lundi 28 septembre 2019 au jeudi 11 octobre 2019 inclus. La public est invité à consulter le dossier de carte communale et à faire part de ses observations, propositions et contrepropositions au siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac, 6, rue de Valdepeñas, 16100 Cognac les lundis, mardis, mercredi et jeudi de 9h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h30, les vendredis de 9h30 à 12h15 et de 13h45 à 17 heures, à la mairie de Julliac-le-Coq, 2, place de la Mairie, 16130 Julliac-le-Coq les lundis, mardis, jeudi et vendredi de 9h à 17 heures, les mardis de 9h à 12 heures, sur le site internet de Grand Cognac: www.grand-cognac.fr

Pendant la durée de l'enquête publique, les observations sur le projet de carte communale pourront être consignées sur les registres d'enquête déposés au siège de Grand Cognac et à la mairie de Julliac-le-Coq aux dates et heures indiquées ci-dessus. Elles pourront également être adressées par mail (co.julliac@grand-cognac.fr) ou par écrit au commissaire-enquêteur à l'adresse suivante: M. Hervé HUCHEAU - Enquête publique de la carte communale de Julliac-le-Coq - 1608 rue de la Communauté - Grand Cognac - Communauté d'agglomération - 6, rue de Valdepeñas - CS 10228 - 16111 Cognac.

M. Hervé HUCHEAU, délégué commissaire-enquêteur par le Président du tribunal administratif de Poitiers, sera présent pour recevoir le public.

Lundi 28 septembre 2019 de 9h à 12 heures au siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac - 6 rue de Valdepeñas 16100 Cognac

Vendredi 11 octobre 2019 de 14h à 17 heures à la mairie de Julliac-le-Coq, 2, place de la Mairie, 16130 Julliac-le-Coq

Lundi 21 octobre 2019 de 14h à 17 heures à la mairie de Julliac-le-Coq, 2, place de la Mairie, 16130 Julliac-le-Coq

Vendredi 25 octobre 2019 de 9h à 12 heures à la mairie de Julliac-le-Coq, 2, place de la Mairie, 16130 Julliac-le-Coq

Jeudi 31 octobre 2019 de 14h à 17 heures au siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac, 6, rue de Valdepeñas, 16100 Cognac

Le dépôt et les conditions du commissaire-enquêteur pourront être consultés au siège de Grand Cognac, à la mairie de Julliac-le-Coq et sur le site internet de Grand Cognac, à l'issue de l'enquête.

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès d'Olivier FLORINE, chargé de mission P.L.A. à la Communauté d'agglomération de Grand Cognac (05.45.32.79.63 - olivier.florine@grand-cognac.fr).

ENTREPRISES

Inscrivez-vous aux alertes sur

100% GRATUIT
TOUS LES MARCHÉS
DU SUD-OUEST

SudOuest-marchespublics.com

Rendez-vous dans la rubrique "Alerte automatique des entreprises"

Annonces légales et officielles (suite)

redoues-legales.fr - sudouest-marchespublics.com - APB à francemarches.com

Enquêtes publiques

Communauté d'Agglomération Grand Cognac

ENQUETE PUBLIQUE
Commune de Juillac-le-Coq

Pur article n°2019-01, en date du 2 août 2019, le Président de la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de révision de la carte communale de Juillac-le-Coq. L'élaboration de ce document vise à mieux maîtriser l'urbanisation de la commune tout en permettant l'accueil de nouveaux habitants.

L'enquête publique se déroulera de lundi 20 septembre 2019 au jeudi 21 octobre 2019 inclus.

Le public est invité à consulter le dossier de carte communale et à faire part de ses observations, propositions et contrepropositions au siège de la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac, 8, rue de Valpègne, 16100 Cognac les lundis, mardis, mercredis et jeudis de 9h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h30, les vendredis de 9h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h30, les samedis de 9h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h30, les dimanches de 9h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h30, les samedis de 9h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h30, les dimanches de 9h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h30, les samedis de 9h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h30, les dimanches de 9h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h30.

Pendant la durée de l'enquête publique, les observations sur le projet de carte communale pourront être consignées sur les registres d'enquête déposés au siège de Grand Cognac et à la mairie de Juillac-le-Coq aux dates et heures indiquées ci-dessous. Elles pourront également être adressées par mail (co-cognac@grandcognac.fr) ou par écrit au commissaire-enquêteur à l'adresse suivante: M. Hervé HUETEAU - Enquête publique de la carte communale de Juillac-le-Coq - Hôtel de la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac - 8, rue de Valpègne - CS 10216 - 16111 Cognac.

M. Hervé HUETEAU, désigné commissaire-enquêteur par le Président du tribunal administratif de Poitiers, sera présent pour recevoir le public:

Lundi 20 septembre 2019 de 9h30 à 12h15 au siège de la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac - 8, rue de Valpègne, 16100 Cognac.

Vendredi 20 septembre 2019 de 14h à 17 heures à la mairie de Juillac-le-Coq, 2, place de la Mairie, 16130 Juillac-le-Coq.

Lundi 21 octobre 2019 de 14h à 17 heures à la mairie de Juillac-le-Coq, 2, place de la Mairie, 16130 Juillac-le-Coq.

Vendredi 25 octobre 2019 de 9h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h30 à la mairie de Juillac-le-Coq, 2, place de la Mairie, 16130 Juillac-le-Coq.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur pourront être consultés au siège de Grand Cognac, à la mairie de Juillac-le-Coq et sur le site internet de Grand Cognac, à l'adresse de l'enquête.

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès d'Olivier FLOHINE, chargé de mission PLU à la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac (05.45.32.79.63 - olivier.floherine@grandcognac.fr).

GrandCognac - Communauté d'Agglomération

AVIS AU PUBLIC - ENQUÊTE PUBLIQUE
Commune de Malzeville-Gondreville

Pur article n°2019-07, en date du 4 septembre 2019, le Président de la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Malzeville-Gondreville. Cette élaboration vise principalement à permettre le développement durable de l'urbanisation et à valoriser la dominante agricole de la commune.

L'enquête publique se déroulera de lundi 21 octobre 2019 au vendredi 22 novembre 2019 inclus.

Le public est invité à consulter le dossier de PLU et à faire part de ses observations, propositions et contrepropositions:

- Au siège de la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac, 8, rue de Valpègne, 16100 Cognac, les lundis, mardis, mercredis et jeudis de 9h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h30, les vendredis de 9h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h30.
- À la mairie de Malzeville-Gondreville, 1 route Jean-de-Latini, 16200 Malzeville-Gondreville, les lundis et mardis de 9h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h30, les vendredis de 9h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h30.
- Sur le site internet de Grand Cognac: www.grandcognac.fr

Pendant la durée de l'enquête publique, les observations sur le projet de PLU pourront être consignées sur les registres d'enquête déposés au siège de Grand Cognac et à la mairie de Malzeville-Gondreville aux dates et heures indiquées ci-dessous. Elles pourront également être adressées par mail (plu@grandcognac.fr) ou par écrit au commissaire-enquêteur à l'adresse suivante: M. Hervé HUETEAU - Enquête publique du PLU de Malzeville-Gondreville - Grand Cognac Communauté d'Agglomération, 8, rue de Valpègne, CS 10216, 16111 Cognac.

M. Hervé HUETEAU, désigné commissaire-enquêteur par le Président du Tribunal administratif de Poitiers, sera présent pour recevoir le public:

Lundi 21 octobre 2019 de 9h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h30 au siège de la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac - 8, rue de Valpègne, 16100 Cognac.

Lundi 4 novembre 2019 de 9h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h30 à la mairie de Malzeville-Gondreville - 1 route Jean-de-Latini, 16200 Malzeville-Gondreville.

Vendredi 15 novembre 2019 de 9h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h30 à la mairie de Malzeville-Gondreville - 1 route Jean-de-Latini, 16200 Malzeville-Gondreville.

Vendredi 22 novembre 2019 de 14h à 17 heures au siège de la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac - 8, rue de Valpègne, 16100 Cognac.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur pourront être consultés au siège de Grand Cognac, à la mairie de Malzeville-Gondreville et sur le site internet de Grand Cognac, à l'adresse de l'enquête.

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès d'Olivier FLOHINE, chargé de mission PLU à la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac (05.45.32.79.63 - olivier.floherine@grandcognac.fr).

ENTREPRISES
Inscrivez-vous aux alertes sur

SudOuest-marchespublics

100 % GRATUIT
TOUS LES MARCHÉS
DU SUD-OUEST

Rendez-vous dans la rubrique
"Alerte automatique des entreprises"

Carnets

Hommages et messages sur www.carnet.sudouest.fr
votre service au 05 35 31 29 37 ou sur so.carnets@sudouest.fr

Avis d'obseques

MAGNAC-SUR-TOUVRE

Ses enfants,
ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants
ainsi que toute la famille
ont la douleur de vous faire part
de la disparition de

Monique ELIE,
née SIMONNET,

survenue à l'âge de 89 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le lundi 7 octobre 2019, à 10 heures,
en l'église de Magnac-sur-Touvre,
suivie de l'inhumation au cimetière
des Sablières à Nior.

PPG 338, centre de funérailles,
cimetière de Cognac,
Angoulême, 05.45.25.96.96

GUAN-MESTRAS

M. Patrick LEFFEVRE, son fils;
M. Jérémy LEFFEVRE, son petit-fils
et sa compagne Aurélie;
M. et M^{me} Caroline et Matthieu
DELTANG-LEFFEVRE,
sa petite-fille et son mari;
M. Louis LEFFEVRE, son petit-fils;
Nérel, Anaë,
ses arrière-petits-enfants;
parents et alliés
ont la tristesse de vous faire part
du décès de

M^{me} Yvette LEFFEVRE,
née NOBLE,

survenue à l'âge de 82 ans.

Ses obsèques religieuses seront célébrées
le lundi 7 octobre 2019, à 15 heures,
en l'église Notre-Dame à Villages,
suivies de l'inhumation au cimetière
de cette même commune.
La famille remercie par avance
toutes les personnes
qui s'associeront à sa peine.

PPG 338, centre de funérailles, cimetière de Cognac, 24 du Roy, 16100, Poitiers et de la région,
d'Angoulême, 05.45.25.96.96

SIREUIL

M^{me} Jocelyne MOUNIER, son épouse;
Françoise MOUNIER (1),
son enfant;
Samiel, son petit-fils,
ainsi que toute la famille et les amis
ont la douleur de vous faire part
du décès de

M. Daniel MOUNIER,

survenue à l'âge de 71 ans.

Ses obsèques religieuses seront célébrées
le lundi 7 octobre 2019, à 10 heures,
en l'église de Sireuil, suivies
de l'inhumation dans l'enceinte
familiale.
M. MOUNIER repose à la chambre
funéraire, 349, rue de Bascaud,
à Angoulême, où la famille recevra
les veilles ce jour, vendredi, et samedi,
de 15 h à 17 h.
Pas de plaques.

PP et Marthe de France, 249, rue de Bascaud,
Angoulême, 05.45.34.34.30

ANGOULEME MORNAI

RECTIFICATIF

Dans l'avis d'obseques de

Gisèle AUTIN,

il fallait lire:

La cérémonie sera célébrée

le samedi 5 octobre 2019, à 14 h 30,

en l'église de Mornac, suivie

de l'inhumation à l'ancien cimetière

de Mornac.

Centre funéraire G. Jaulin,

La Mairie des obsèques.

VINDELLE

M^{me} Viviane RICHARD, son épouse;
M. et M^{me} Yvan et Sylvie
AGERON-BLANC,
sa fille et son père;
M. et M^{me} Frédéric et Laetitia BESSE,
son fils;
parents et amis
ont la douleur de vous faire part
du décès de

Michel RICHARD,
retraité commercial RVT,

à l'âge de 76 ans.

Ses obsèques religieuses seront célébrées
le lundi 7 octobre 2019, à 10 heures,
en l'église de Vendelle, où l'on se réunira,
suivies de l'inhumation au cimetière
de cette même commune.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
M. Michel RICHARD repose au centre
funéraire de Saint-Vincent.

Centre funéraire G. Jaulin,
La Mairie des obsèques,
Saint-Vincent, 05.45.32.79.63

RONSENAC GURAT

M^{me} Virginie HUREL, son épouse;
Walter, Aurélie,
ses enfants;
M^{me} Denise HUREL, sa maman;
ses frères et sa sœur
ainsi que toute la famille et les amis
ont la douleur de vous faire part
du décès de

M. Marc HUREL,

survenu dans sa 68^e année.

Ses obsèques religieuses seront célébrées
le samedi 5 octobre 2019, à 15 h 30,
en l'église de Gurat, suivies
de l'inhumation au cimetière
de cette même commune.

PP, 05.45.44.95.58

MONTBOYER

Ses enfants,
ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants,
ainsi que toute la famille
ont la douleur de vous faire part
du décès de

M^{me} Marie-Ange MIALOCCO,
née SOULAND,

survenue à l'âge de 87 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le samedi 5 octobre 2019, à 14 heures,
en l'église de Montboyer,
suivie de l'inhumation au cimetière
de cette même commune.
M^{me} MIALOCCO repose au pavillon
funéraire, route de Bordeaux,
à Orléans où un dernier hommage
pour lui être rendu.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

PP S&P, Montboyer-Péage, Châtou,
pavillon funéraire, Côte Montboyer,
05.45.38.23.28

RUELLE-SUR-TOUVRE

M. Paul MOREAU (1), son époux;
ses enfants et leurs conjoints,
ses petits-enfants et leurs conjoints,
ses arrière-petits-enfants,
ainsi que toute la famille,
parents et amis
ont la douleur de vous faire part
du décès de

M^{me} Colette MOREAU,
née RAYMOND,

survenue à l'âge de 84 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le lundi 7 octobre 2019, à 10 h 30,
en l'église de Ruelle-sur-Touvre,
suivie de l'inhumation à l'ancien
cimetière de Ruelle-sur-Touvre.
M^{me} MOREAU repose en son domicile,
1052, route de Gond-Pontouvre,
à Ruelle-sur-Touvre.
Le présent avis tient lieu de faire-part.

Centre funéraire G. Jaulin,

BARBEZIEUX-SAINT-HILAIRE

Les familles GUERNIER,
CAILLAUD, PATRAT, MOREAU,
parents et ses amis proches
ont la douleur de vous faire part
du décès de

Éric CAILLAUD,

survenu à l'âge de 45 ans.

Selon sa volonté, un dernier hommage
et l'incinération auront lieu
le lundi 7 octobre 2019, à 15 h 15,
au crématorium des Trois-Ornières,
à Angoulême.

Éric repose à la maison funéraire
Mazah-Henot, rue des Plantes,
à Barbezies-Saint-Hilaire. La famille
accueillera les visites samedi 5 octobre,
de 14 h 30 à 18 h.
Le présent avis tient lieu de faire-part
et de remerciements à l'attention
des personnes qui s'associeront
à leur douleur.
No fleurs, ni couronnes, ni plaques.

PP funérailles, Barbezies-Saint-Hilaire, Barbezies,
05.45.32.79.63

GENAC (La Touche)

Marie-Paule
et Victor-Joseph GRAMMATICO,
sa fille et son gendre;
Karine, Sophie, Marina, Adrien
et leurs conjoints,
ses petits-enfants,
André, Valentin, Mathieu, Ornella,
Victor, Alice, Augustin,
ses arrière-petits-enfants;
Madeleine CLEMENT et Jane LE GOFF,
ses sœurs;
ses neveux et nièces,
parents et amis
ont la douleur de vous faire part
du décès de

Paulette JALLET,

survenue à l'âge de 93 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le lundi 7 octobre 2019, à 15 heures,
en l'église de Genac, suivie
de l'inhumation au cimetière
de cette même commune.
Paulette repose à son domicile.
La famille remercie tout
particulièrement Maxime, l'équipe
médicale et paramédicale
pour leur gentillesse et leur dévouement.
Le présent avis tient lieu de faire-part.

S&P funérailles,
chambre funéraire, Montboyer,
Ruelle, 05.45.38.23.28

GOND-POINTOURE BALZAC

M. Lucien LANDRAULT (1), son époux;
M. et M^{me} Jean Claude LANDRAULT,
M. et M^{me} Patrick LANDRAULT,
ses enfants;
ses petits-enfants,
amis-petits-enfants
et arrière-petits-enfants
ainsi que toute la famille,
parents et amis
ont la douleur de vous faire part
du décès de

M^{me} Denise LANDRAULT,
née FERY,

survenue dans sa 93^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le samedi 5 octobre 2019, à 9 h 30,
en l'église Notre-Dame-de-la-Paix
à Gond-Pontouvre, où l'on se réunira,
suivie de l'inhumation au cimetière
Roffit.

Le présent avis tient lieu de faire-part.
M^{me} LANDRAULT repose au centre
funéraire de Saint-Vincent.

Centre funéraire G. Jaulin,
La Mairie des obsèques,
Saint-Vincent, 05.45.32.79.63

29



MAIRIE
DE
JUILLAC-LE-COQ
16130

INFORMATIONS MUNICIPALES DE RENTRÉE.

Semaine fédérale internationale du cyclotourisme : deux passages se sont faits sur notre commune ; ce qui a mis de l'animation dans notre village en vacances. Les personnes qui ont participé à la décoration sont vivement remerciées.

Carte communale : elle détermine les zones constructibles et non constructibles, réalisée en 2012. Elle est en cours de révision.

La réunion publique d'informations est fixée jeudi 19 septembre à 18 h 30 au foyer rural de JUILLAC LE COQ.

L'enquête publique se déroulera du 30 septembre au 31 octobre aux heures d'ouverture de la mairie (tous les jours de 9 h à 17 h et le mercredi de 9 h à 12 h), où un cahier de réclamations sera à votre disposition.

Le commissaire enquêteur sera présent à notre mairie pendant la durée de l'enquête pour recevoir les observations écrites ou orales du public aux dates et heures suivantes :

- Vendredi 11 octobre 2019 de 14 h à 17 h
- Lundi 21 octobre 2019 de 14 h à 17 h
- Vendredi 25 octobre 2019 de 9 h à 12 h.

Plaques de rue : la pose se fera au cours du dernier trimestre et la distribution des plaques numérotées suivra.

Travaux :

- réalisés :
 - * impasse aux Gabloteaux
 - * route à L'échalotte
 - * élargissement route de chez Bertaud
- en cours de réalisation :
 - * Aménagement du bourg
 - * Certains chemins ruraux

Rentrée scolaire : 92 élèves fréquentent notre école.

Il y a classe le mercredi matin. Les horaires sont de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 15.

Une étude surveillée avec aide aux devoirs se fait de 16 h 45 à 17 h 15.

Journée mondiale du nettoyage de la nature : cette action est reconduite cette année :

SAMEDI 21 SEPTEMBRE à 9 h 30 place Aussurin (terrain de basket).

Chacun est invité à y participer. Des sacs et des gants en plastique vous seront fournis (les gants sont fins ; pour un plus grand confort apportez les vôtres, plus solides). Nous devons tous nous sentir concernés par cette action citoyenne afin de ne pas attendre tout de notre collectivité et pallier l'incivilité de certains.

Le verre de l'amitié clôturera cette manifestation.

Tél : 05 45 83 00 34 - Fax : 05 45 83 04 12

Charente
Libre

Annonces

Offres d'emploi

Métiers de bouche

Intermarché
INTERMARCHÉ Segonzac
(proche Cognac) recrute en CDI (un)
RESPONSABLE BOUCHER(E)
avec CAP/BEP 36 R 43 habilité
Carnet de circulation et permis de conduire
C1 et permis de conduire
Envoyer CV et Lettre de motivation à :
INTERMARCHÉ
25 rue Ravez, 16130 Segonzac ou à
pdy09193@intermarche.com

BTP

SGEA
SGEA SUD-OUEST HYDRAULIQUE
Groupe VINCI CONSTRUCTION France
Recherche pour son centre de travaux
SNATP SUD-OUEST à SOUSIONS (40)
1 CONDUCTEUR DE TRAVAUX (H/F)
spécialisé travaux hydrauliques
hydrauliques (construction eau potable,
assainissement, etc...)
En lien avec le chef d'établissement, et sous
l'autorité du chef de secteur, vous assurez les missions
suivantes :
- Préparation technique et budgétaire
des travaux
- Management des équipes
de conduite
- Relations quotidiennes directes avec
les clients, les sous-traitants et fournisseurs
- Gestion des moyens de production
- Contrôle des chantiers
- Clôture des travaux
- Gestion de la livraison des ouvrages, livraison
finale
- Gestion des relations dans le cadre
de la politique sécurité, qualité et environnement
de l'entreprise
Passionné(e) par votre métier,
vous aimez le terrain et le mouvement.
Votre sens de l'organisation et de l'anticipation
sont particulièrement appréciés.
Envoyez CV et lettre de motivation à
elodie.sarthe@vinci-construction.fr

Emplois à domicile

Offres

M. non-vigilant entre 14h et 20h, une
AIDE (H/F) sérieuse, 3 jours par semaine pour
cours. Tel : 05.53.49.29.74

Demandes

ASSISTANTE DE VIE, GARDE DENIET, garde-ex
périence, je propose mes services aux personnes
agées sur le 16126
Tel 06.45.00.01.59

**Charente
Libre**
En kiosque,
en ligne ou par
abonnement
Chacun
sa façon
de vivre
l'information!
www.charente-libre.fr

Formation

AVIATEURS
L'ARMÉE DE L'AIR RECRUTE
NOUS RECRUTONS ET FORMONS
DANS + DE 50 MÉTIERS.
NIVEAU : 3ème à BAC+5
Rencontrez un conseiller en recrutement
au bureau AIR de votre CIRFA.
BORDEAUX 50 rue des 3-conils
05 57 53 60 28
PAU Caserne Bernadotte
Allée du Grand Tour
05 59 40 45 66
Ou à la section d'information et de recrutement (SIR)
CAZAUX Base aérienne 120
10 rue Cdt MARZAC
05 57 15 53 98
MONT DE MARSAN Base aérienne 118
1061 av. du Colonel Rozanoff
05 58 46 77 16
ROCHEFORT Base aérienne 721
05 46 88 83 25
DEVENIR-AVIATEUR.FR

Pour vos Annonces Légales, Marchés Publics
Vie des Sociétés, Annonces Judiciaires
Demandez un devis sur
r.lhoumeau@sudouest.fr
**Charente
Libre**
Renseignements au 05 45 94 16 71

MARCHÉS PUBLICS
Commune de Saint-Simon
AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE
Acheteur: Saint-Simon, le Bourg, 16120 Saint-Simon, tel. 05 45 97 30 81
Objet: Cédence d'un lieu de cohabitation en bordure de Charente, suite au précédent AD Infructueux.
Procédure: Procédure adaptée.
Prestation attendue en lots: Non.
Critères d'attribution: Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères
suivants: - le devis avec leur pondération 50% valeur technique, 50% valeur financière.
Remise des offres: Le mardi 26 novembre 2019 à 17h au plus tard
Envoi à la publication: Le 25/10/2019
Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.
Cette consultation bénéficie du service DUME.
Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, cliquer sur pl, aller
sur <http://www.marches-publics.info>

ANNONCES ADMINISTRATIVES
ET JUDICIAIRES

Communauté d'agglomération
de Grand-Angoulême
**ADOPTION DE LA DÉCLARATION
DE PROJET N°1 VALANT MISE EN COMPATIBILITÉ
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**
Commune de Ruelle-sur-Touvre
Par délibération en date du 15 octobre 2019, le conseil communautaire a déclaré l'entente générale du
projet d'aménagement du secteur du Plan de la Mairie de Ruelle-sur-Touvre, adopté la déclaration de projet n°1
et approuvé la mise en compatibilité du PLU de Ruelle-sur-Touvre par les décisions.
Conformément à l'article R.150-21 du Code de l'urbanisme, le dossier de validation de projet approuvé
est tenu à la disposition du public au service planification de Grand-Angoulême, 138, route de Paris à An-
goulême et en mairie de Ruelle-sur-Touvre, aux jours et heures d'ouverture au public.

Communauté d'Agglomération Grand Cognac
AVIS AU PUBLIC - ENQUETE PUBLIQUE
Commune de Sigogne
Par arrêté n°2019111 en date du 24 octobre 2019, M. le Président de la Communauté d'Agglomération
a prescrit la prolongation de l'enquête publique ouverte par arrêté n°2019091 en date du 19 septembre
2019 portant sur le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme de Sigogne.
L'enquête publique, prévue du lundi 2 octobre 2019 au vendredi 3 novembre 2019 est prolongée pour
une durée de 13 jours, soit jusqu'à vendredi 22 novembre 2019 à 12 heures. Cette prolongation fait
suite à la démission de la mairie de Sigogne. Il est tenu le vendredi 11 octobre et le
dimanche 20 octobre 2019.
Le public est invité à consulter le dossier de révision du PLU et à faire part de ses observations. Au
siège de la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac: 6 rue de Valdepeñas 16100 Cognac, les
lundi, mardi, mercredi et jeudi de 9h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h00, les vendredis de 9h30 à
12h15 et de 13h45 à 17 heures; à la mairie de Sigogne, 3, place de la Mairie, 16500 Sigogne, les
mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 9h à 12h30, les samedis de 9h à 12 heures; sur le site internet
de Grand Cognac: www.grand-cognac.fr.
Pendant la durée de l'enquête publique, les observations pourront être consignées sur les registres
disposés au siège de Grand Cognac et à la mairie de Sigogne aux dates et heures indiquées ci-dessus.
Elles pourront également être adressées par mail (plu-sigogne@grand-cognac.fr) ou par écrit au
commissaire-enquêteur à l'adresse suivante: M. Jacques LACOTTE, Enquêteur Public du PLU de
Sigogne, Hôtel de Communauté, Grand Cognac Communauté d'Agglomération, 6, rue de Valdepeñas,
CS 10716, 16111 Cognac.
Le commissaire-enquêteur sera présent pour recevoir le public:
- Date de permanence restant: Vendredi 8 novembre à 14h à 17 heures, au siège de la Communauté
d'Agglomération de Grand Cognac, 6, rue de Valdepeñas, 16100 Cognac.
- Date supplémentaire pour la durée de prolongation de l'enquête: Vendredi 22 novembre 2019 de 9h
à 17 heures à la mairie de Sigogne, 3, place de la Mairie, 16500 Sigogne.
Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur pourront être consultés au siège de Grand
Cognac, à la mairie de Sigogne et sur le site internet de Grand Cognac, à l'issue de l'enquête.
Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès d'Oliver FLORENE, chargé
de mission PLU à la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac: 05.45.52.79.53
oliver.florence@grand-cognac.fr.

Communauté d'Agglomération Grand Cognac
**AVIS AU PUBLIC
PROROGATION D'ENQUETE PUBLIQUE**
Commune de Juillac-le-Coq
Par arrêté n°2019110 en date du 24 octobre 2019, M. le Président de la Communauté d'Agglomération
a prescrit la prolongation de l'enquête publique ouverte par arrêté n°2019091 en date du 2 août 2019
portant sur le projet de révision de la carte communale de Juillac-le-Coq.
L'enquête publique, prévue du lundi 30 septembre 2019 au jeudi 31 octobre 2019 est prolongée pour
une durée de 15 jours, soit jusqu'à vendredi 15 novembre 2019 à 17 heures. Cette prolongation fait
suite à la démission de la mairie de Juillac-le-Coq. Il est tenu le vendredi 11 octobre et le
dimanche 20 octobre 2019.
Le public est invité à consulter le dossier de carte communale et à faire part de ses observations: au
siège de la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac: 6, rue de Valdepeñas, 16100 Cognac, les
lundi, mardi, mercredi et jeudi de 9h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h00 et les vendredis de 9h30 à
12h15 et de 13h45 à 17 heures; à la mairie de Juillac-le-Coq, 2, place de la Mairie, 16130 Juillac-le-
Coq, les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h à 17 heures et les mercredis de 9h à 12 heures; sur
le site internet de Grand Cognac: www.grand-cognac.fr.
Pendant la durée de l'enquête publique, les observations pourront être consignées sur les registres
disposés au siège de Grand Cognac et à la mairie de Juillac-le-Coq aux dates et heures indiquées ci-dessus.
Elles pourront également être adressées par mail (plu-juillac@grand-cognac.fr) ou par écrit au
commissaire-enquêteur à l'adresse suivante: M. Hervé HUETEAU, Enquêteur public de la carte
communale de Juillac-le-Coq, Hôtel de Communauté, Grand Cognac Communauté d'Agglomération,
6, rue de Valdepeñas, CS 10716, 16111 Cognac.
Le commissaire-enquêteur sera présent pour recevoir le public:
- Date de permanence restant: Jeudi 31 octobre 2019 de 14h à 17 heures au siège de la Communauté
d'Agglomération de Grand Cognac, 6, rue de Valdepeñas, 16100 Cognac.
- Date supplémentaire pour la durée de prolongation de l'enquête: Vendredi 15 novembre 2019 de 9h
à 17 heures à la mairie de Juillac-le-Coq, 2, place de la Mairie, 16130 Juillac-le-Coq.
Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur pourront être consultés au siège de Grand
Cognac, à la mairie de Juillac-le-Coq et sur le site internet de Grand Cognac, à l'issue de l'enquête.
Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès d'Oliver FLORENE, chargé
de mission PLU à la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac: 05.45.52.79.53
oliver.florence@grand-cognac.fr.

SUD
OUEST

Annonces

Offres d'emploi

Métiers de bouche

Intermarché
INTERMARCHÉ Segonzac
(proche Cognac) recrute en CDI un(e)
RESPONSABLE BOUCHERIE
avec CAIREY 36 à 42 heures
Rémunération à discuter en fonction
des compétences.

Envoyer CV et lettre de motivation à :
INTERMARCHÉ
25 rue Rabelais, 16130 Segonzac ou à
pdu@1630@intermarche.com

BTP

SOGEA
SOGEA SUD-OUEST HYDRAULIQUE
Groupe VINCI CONSTRUCTION France
Recherche pour son centre de travaux
SNATP SUD-OUEST à SOUSIONS (40)
1 CONDUCTEUR DE TRAVAIL (H/F)
spécialisé travaux souterrains
Prestations courantes : eau, gaz, électricité, chauffage, etc.

En lien avec le chef d'établissement et sous
l'autorité du chef de secteur, vous serez les premiers
sur le terrain : • Préparation technique et budgétaire
des "travaux" • Supervision des équipes
d'ouvriers • Relations quotidiennes étroites avec
les clients (maîtres d'ouvrage et sous-traitants) • Gestion
des moyens de production • Gestion financière et
contrôle des dépenses • Culture des risques
associés à la qualité des ouvrages, respect des
environnements • Entretien des matériels dans le cadre
de la politique sécurité, qualité et environnement
de l'entreprise.

Postulation par votre réseau,
vous adressez le brouillon et le document.
Votre sera de l'organisation et de l'entretien
seront particulièrement appréciés.
Envoyez CV et lettre de motivation à :
elodie.sarthe@vinci-construction.fr

Emplois à domicile

Offres

Ma non-voiture entretient et est sur 24h, une
AIDE (H/F) infirmière, 3 jours par semaine pour
cours, tel : 05.33.49.25.34

Demandes

ASSISTANTE DE VIE, GARDE DE NUIT, grande ex-
périence, je propose mes services aux personnes
agées sur le site 24.
tel 06.45.00.11.59

sudouest-
annonces.comLes meilleures
offres
de la régionC'est pro
et efficace!

Formation

AVIATEURS
L'ARMÉE DE L'AIR RECRUTE
NOUS RECRUTONS ET FORMONS
DANS + DE 50 MÉTIERS.
NIVEAU : 3ème à BAC+5
Rencontrez un conseiller en recrutement
au bureau AIR de votre CIRFA.

BORDEAUX
50 rue des 3 cœurs
05 57 53 60 28

PAU
Casernes Bernadotte
Allée du Grand-Tour
05 59 40 45 66

Où à la section d'information et de recrutement (SIR),
CAZAC Base aérienne 120
10 rue Cdt MARZAC 05 57 15 53 98
MONT DE MARSAN Base aérienne 118
1061 av. du Colonel Rozanoff 05 58 46 77 16
ROCHEFORT Base aérienne 221
05 46 68 83 25

DEVENIR-AVIATEUR.FR f t in

Un bon recrutement
ça ne s'improvise pas.

**CONSEIL PERSONNALISÉ
EXPERTISE | PROXIMITÉ
DIFFUSION CIBLÉE | REACTIVITÉ**

**sudouest-
emploi**
soemploi@sudouest.fr | 05 35 31 27 42

Annonces
légales et officiellessudouest-legales.fr - sudouest-marchespublics.com
Affilié à francemarches.com

Avis administratifs et judiciaires

Enquêtes publiques

Communauté d'Agglomération Grand Cognac

GRAND
COGNAC
AVIS AU PUBLIC
PROROGATION D'ENQUÊTE PUBLIQUE
Commune de Juillac-le-Coq

Par arrêté n°2019/10 en date du 24 octobre 2019, M. le Président de la Communauté d'Agglomération a prorogé la prolongation de l'enquête publique ouverte par arrêté n°2019/01 en date du 2 août 2019 portant sur le projet de révision de la carte communale de Juillac-le-Coq.

L'enquête publique, prévue du lundi 20 septembre 2019 au jeudi 31 octobre 2019 est prolongée pour une durée de 15 jours, soit jusqu'au vendredi 15 novembre 2019 à 17 heures. Cette prolongation fait suite à la détermination de la durée d'avis au public (d'avis au public) en vertu de l'article 11 de la loi n°2015/10 en date du 24 octobre 2019.

La public est invité à consulter le dossier de cette commune et à faire part de ses observations au siège de la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac, 6, rue de Valpègues, 16100 Cognac, les lundis, mardis, mercredis et jeudis de 8h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h30 et les vendredis de 8h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h30 ; à la mairie de Juillac-le-Coq, 2, place de la Mairie, 16130 Juillac-le-Coq, les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 8h à 17 heures et les mercredis de 8h à 12 heures, sur le site Internet de Grand Cognac : www.grand-cognac.fr.

Pendant la durée de l'enquête publique, les observations pourront être consignées sur les registres déposés au siège de Grand Cognac et à la mairie de Juillac-le-Coq aux dates et heures indiquées ci-dessus. Elles pourront également être adressées par mail : plu@grand-cognac.fr ou par écrit au commissaire-enquêteur à l'adresse suivante : M. René HUETEAU, Enquêteur public de la carte communale de Juillac-le-Coq, Hôtel de la Communauté, Grand Cognac Communauté d'Agglomération, 6, rue de Valpègues, CS 10016, 16111 Cognac.

La commission-enquêteur sera présente pour recevoir le public :
- Date de permanence restreinte : Jeudi 21 octobre 2019 de 14h à 17 heures au siège de la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac, 6, rue de Valpègues, 16100 Cognac.

- Date supplémentaire pour la durée de prolongation de l'enquête : Vendredi 15 novembre 2019 de 14h à 17 heures à la mairie de Juillac-le-Coq, 2, place de la Mairie, 16130 Juillac-le-Coq.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur pourront être consultés au siège de Grand Cognac, à la mairie de Juillac-le-Coq et sur le site Internet de Grand Cognac, à l'issue de l'enquête.

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès d'Olivier ELCHIE, chargé de mission PLU à la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac (05.45.32.78.63 olivier.elchie@grand-cognac.fr).

Communauté d'Agglomération Grand Cognac

GRAND
COGNAC
AVIS AU PUBLIC - ENQUÊTE PUBLIQUE
Commune de Sigogne

Par arrêté n°2019/11 en date du 24 octobre 2019, M. le Président de la Communauté d'Agglomération a prorogé la prolongation de l'enquête publique ouverte par arrêté n°2019/00 en date du 10 septembre 2019 portant sur le projet de révision de la carte communale de Sigogne.

L'enquête publique, prévue du lundi 2 octobre 2019 au vendredi 11 octobre 2019 est prolongée pour une durée de 13 jours, soit jusqu'au vendredi 22 novembre 2019 à 17 heures. Cette prolongation fait suite à la détermination de la durée d'avis au public (d'avis au public) en vertu de l'article 11 de la loi n°2015/10 en date du 24 octobre 2019.

La public est invité à consulter le dossier de révision de la PLU et à faire part de ses observations au siège de la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac, 6, rue de Valpègues, 16100 Cognac, les lundis, mardis, mercredis et jeudis de 8h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h30, les vendredis de 8h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h30 ; à la mairie de Sigogne, 3, place de la Mairie, 16200 Sigogne, les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 8h à 12h30, les vendredis de 8h à 12 heures, sur le site Internet de Grand Cognac : www.grand-cognac.fr.

Pendant la durée de l'enquête publique, les observations pourront être consignées sur les registres déposés au siège de Grand Cognac et à la mairie de Sigogne aux dates et heures indiquées ci-dessus. Elles pourront également être adressées par mail : plu@grand-cognac.fr ou par écrit au commissaire-enquêteur à l'adresse suivante : M. Jacques LACOTTE, Enquêteur public de la PLU de Sigogne, Hôtel de la Communauté, Grand Cognac Communauté d'Agglomération, 6, rue de Valpègues, CS 10016, 16111 Cognac.

La commission-enquêteur sera présente pour recevoir le public :
- Date de permanence restreinte : Vendredi 11 octobre de 14h à 17 heures, au siège de la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac, 6, rue de Valpègues, 16100 Cognac.

- Date supplémentaire pour la durée de prolongation de l'enquête : Vendredi 22 novembre 2019 de 8h à 12 heures à la mairie de Sigogne, 3, place de la Mairie, 16200 Sigogne.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur pourront être consultés au siège de Grand Cognac, à la mairie de Sigogne et sur le site Internet de Grand Cognac, à l'issue de l'enquête.

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès d'Olivier ELCHIE, chargé de mission PLU à la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac (05.45.32.78.63 olivier.elchie@grand-cognac.fr).

ANNEXE 5

Certificat d'affichage

DE LA COMMUNE

DE JUILLAC LE COQ (Charente)

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Le Maire de la commune de Juillac le Coq (Charente) certifie :

Avoir fait afficher du 30 septembre 2019 au 15 novembre 2019 en la forme habituelle et à la porte principale de la Mairie et aux lieux accoutumés, l'arrêté Préfectoral n° 2019/91 du 2 août 2019 portant organisation de l'enquête publique sur le projet de révision de la carte communale de Juillac le Coq.

Fait à Juillac le Coq, le 16 novembre 2019

Monsieur le Maire,
Jean-Marie NOUVEAU





Je soussigné, Jérôme SOURISSEAU, Président de Grand Cognac Communauté d'agglomération, certifie que, conformément aux dispositions du code de l'environnement et du code de l'urbanisme, dans le cadre de la procédure d'enquête publique relative à la révision de la carte communale de Juillac-le-Coq qui s'est tenue du lundi 30 septembre 2019 au vendredi 15 novembre 2019 inclus :

- Des parutions ont été effectuées dans les journaux « Sud-Ouest » et « La Charente Libre » le vendredi 13 septembre 2019 et le vendredi 4 octobre 2019;
- 1 affiche mesurant 42 × 59,4 cm (format A2) et comportant le titre « AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et indiquant les informations relatives à cette procédure, en caractères noirs sur fond jaune, a été mise en place de manière visible et permanente à l'hôtel de communauté situé 6 rue de Valdepeñas à Cognac à compter du vendredi 13 septembre 2019 et jusqu'au jeudi 31 octobre 2019 inclus ;
- 2 affiches mesurant 42 × 59,4 cm (format A2) et comportant le titre « AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et indiquant les informations relatives à cette procédure, en caractères noirs sur fond jaune, ont été mises de manière visible et permanente sur le territoire de la commune de Juillac-le-Coq, à compter du vendredi 13 septembre 2019 et jusqu'au jeudi 31 octobre 2019 inclus ;
- Un avis a été publié à compter du vendredi 13 septembre 2019 sur le site internet de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac, site internet sur lequel était également consultable le dossier d'enquête publique dans son intégralité à compter du lundi 23 septembre 2019 au jeudi 31 octobre 2019 inclus ;

Suite à l'attaque informatique dont a été victime la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac et qui a affecté le fonctionnement de la boîte email créé à l'occasion de l'enquête publique, il a été décidé de prolonger la durée de cette dernière jusqu'au 15 novembre inclus, ce qui s'est traduit par de nouvelles mesures de publicité :

- Des parutions indiquant la prolongation de l'enquête ont été effectuées dans les journaux « Sud-Ouest » et « La Charente Libre » le mercredi 30 octobre 2019 ;

...

HÔTEL DE COMMUNAUTÉ

6 rue de Valdepeñas CS 10216 ♦ 16111 Cognac Cedex

tél. 05 45 36 64 30 ♦ contact@grand-cognac.fr

♦ www.grand-cognac.fr



- 1 affiche mesurant 42 × 59,4 cm (format A2) et comportant le titre « AVIS DE PROLONGATION D'ENQUÊTE PUBLIQUE » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et comportant les informations relatives à cette procédure, en caractères noirs sur fond jaune, a été mise en place de manière visible et permanente à l'hôtel de communauté situé 6 rue de Valdepeñas à Cognac. Une seconde affiche a été installée à la Mairie de Juillac-le-Coq à compter du jeudi 31 octobre et jusqu'au vendredi 15 novembre 2019 inclus, en remplacement des affiches initiales ;
- Toutes les informations liées à la prolongation de l'enquête publique ont également été portées à la connaissance du public à partir du site internet de Grand Cognac.

Fait à Cognac, le 27 NOV 2019

pour le président et par délégation,

le vice-président
en charge de l'Aménagement du Territoire,



Alain Riffaud

Page 2



ANNEXE 6

Courrier - cc-juillac16@ X + v

← → ↻ 🏠 CA DU GRAND COGNAC [FR] https://webmail.grand-cognac.fr/owa/#path=/mail/inbox

Courrier

Rech. dans les messages e... 🔍 (+) Nouveau | v

^ Favoris


- Boîte de réception
- Éléments envoyés
- Brouillons

^ cc-juillac16

Boîte de réception

- Brouillons
- Éléments envoyés
- Éléments supprimés
- Courrier indésirable
- Notes

Boîte de réception Filtrer v



Vous êtes à jour !

Boîte mail vide

ANNEXE 7

PROCES-VERBAL DE SYNTHESE

A

Monsieur le Maire de Juillac-le-Coq

L'enquête publique relative à l'élaboration de la révision de la carte communale de Juillac-le-Coq s'est déroulée :
du 30 septembre au 31 octobre 2019 (Prolongée au 15-11-2019)

Elle a fait l'objet des mesures de publicité réglementaires par affichage et parution dans la presse locale complétées par la mise en ligne de l'avis et du dossier (www.grand-cognac.fr)

Charente libre du 13 septembre 2019 et 4 octobre 2019

Sud-Ouest du 13 septembre 2019 et 4 octobre 2019

Charente libre du 30 octobre 2019

Sud-Ouest du 30 octobre 2019

Durant toute cette période, le dossier composé des pièces ci-dessous et deux registres d'enquête publique ont été tenus à la disposition du public à la mairie de JUILLAC-LE-COQ et au siège de la communauté d'agglomération du Grand Cognac:

Pièce N°1- dite « Rapport de présentation »

Pièce N°2 dite « Plans de secteurs »

Pièce N°3- dite « Liste et plan des servitudes d'utilité publique »

Pièce N°4- dite « Protection du patrimoine »

Pièce N°5- dite « Pièces complémentaires »

Par ailleurs, 6 permanences ont été tenues par le commissaire enquêteur

- | | |
|------------------------------------|-------------------------------------|
| ○ Lundi 30 septembre 2019 | de 9H à 12H (Grand Cognac) |
| ○ Vendredi 11 octobre 2019 | de 14H à 17H (Mairie) |
| ○ Lundi 21 octobre 2019 | de 14H à 17H (Mairie) |
| ○ Vendredi 25 octobre 2019 | de 9H à 12H (Mairie) |
| ○ Judi 31 octobre 2019 | de 14H à 17H (Grand Cognac)) |
| ○ Vendredi 15 novembre 2019 | de 14H à 17H (Mairie) |

Du fait de l'indisponibilité des serveurs du Grands Cognac du 11 au 20 octobre suite à une attaque informatique, l'enquête a été prolongée au 15 Novembre 2019

Quelques administrés se sont présentés lors de ces permanences.

Le registre de Juillac-le-Coq a fait l'objet de **4** observations.

Le registre du Grand Cognac a fait l'objet d'**aucune** observations.

1 courrier a été reçu en mairie pendant la période d'enquête

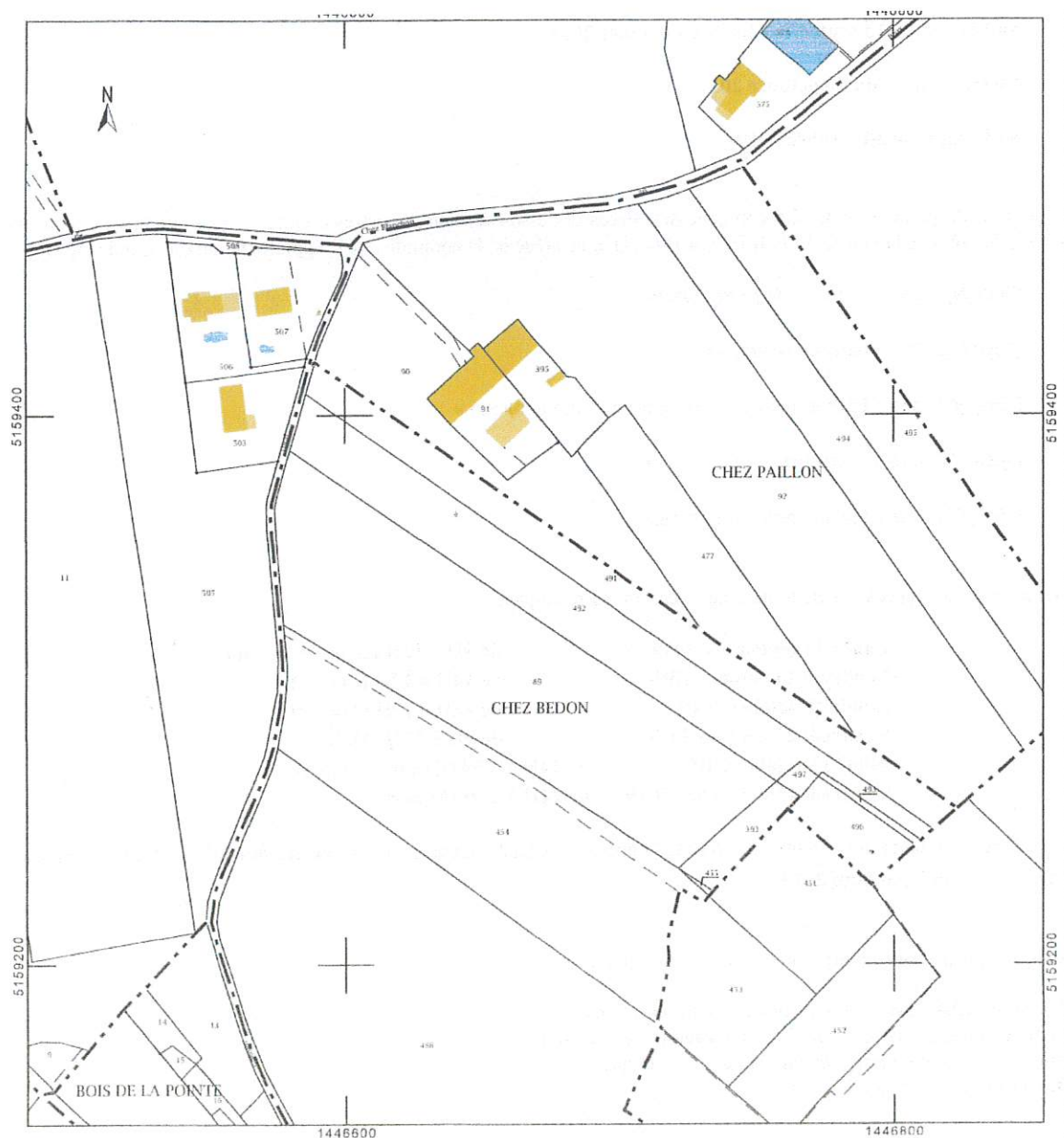
Aucun courrier électronique

1-Observations du public

1.1 Registre Mairie Juillac-le-Coq

Obs n°1- Monsieur Alain BUREAU

Souhaite rendre constructible les parcelles (D90, D91 et D491). Dispose de l'eau, l'électricité, téléphone, gaz et attenant au chemin communal



Obs n°2- Monsieur Loïc DURAN (Distillerie Vieux chêne)

Si on laisse la parcelle n°9 au lieu-dit la Métairie en zone agricole, est-ce qu'elle reste constructible en cas de revente des bâtiments ? Si les acquéreurs veulent construire dans cette enceinte est-ce qu'ils pourront avoir un permis de construire ? A priori cette bâtisse sera destinée à faire de l'habitation privée, elle sera vendue ou louée à terme



Obs n°3- Monsieur Patrice GOLVET (SARL des Vignes)

Est-il nécessaire du fait du passage de bouilleur de cru à bouilleur de profession de changer la nature de la zone (Chez Genté, Chez Blanchon B997 et B1020) ?



Obs n°4- Monsieur Roger LIVET

Est-ce possible de rendre constructible environ 1500 m2 de la parcelle 413 ? Maison héritage



1.2 Registre Grand Cognac

Aucune observation

1.3 Courriers électroniques

Aucun courrier électronique

1.4 Lettres adressées au commissaire enquêteur

Lettre n°1- Monsieur Bill Noël PRIETO

Demande de changement de zone non constructible en zone constructible de la parcelle B1415

COMMUNE DE JUILLAC-LE-COQ

Cadastre:
Section B
Lieu dit: "Le Peux"

Dossier n°180102
Coordonnées LAMBERT CC46

PLAN DE BORNAGE



Future cession
B-1406-1408-1410-1412-1413-1414-1415-1470-1472

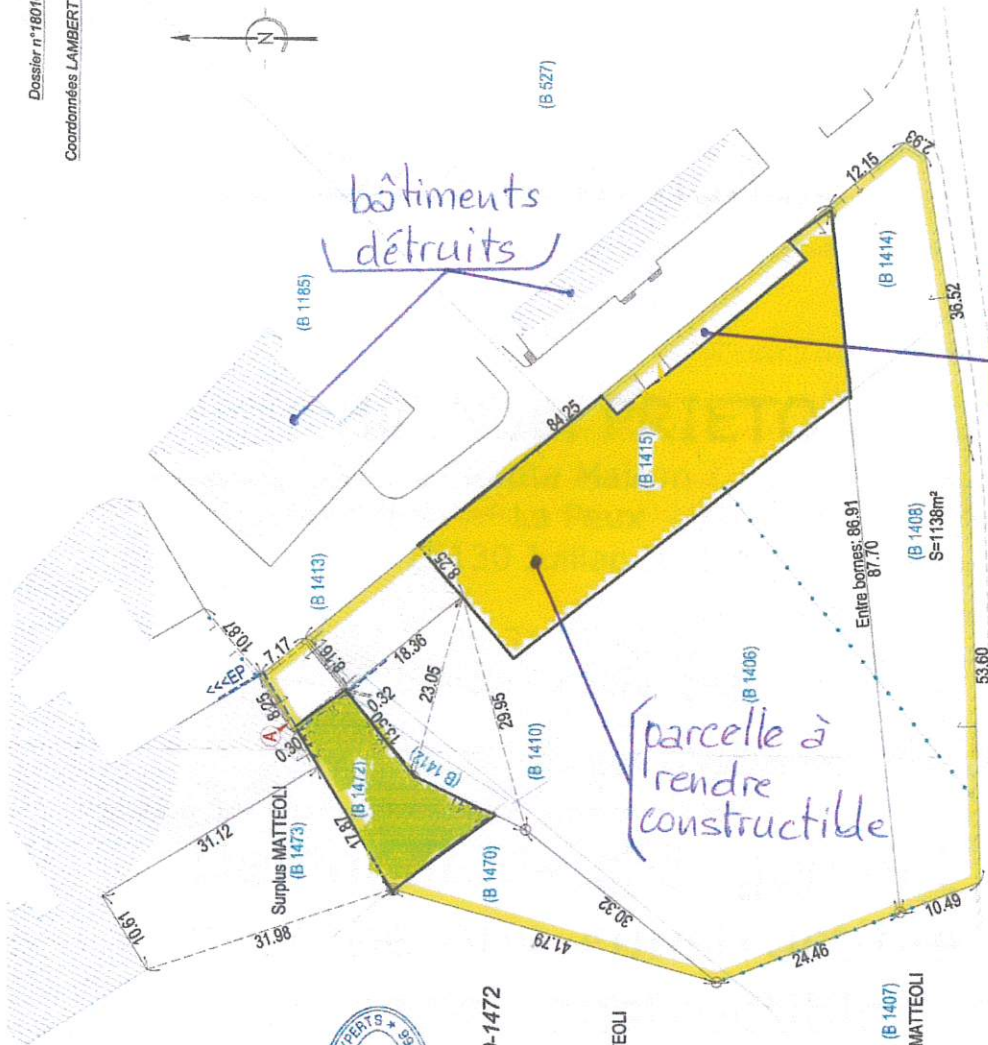
Superficie: 5532m²

A: Porte à condamner

--- Ecoulement des eaux de toiture du bâtiment Parcelle B-1472

Echelle: 1/500°

- Borne nouvelle
- Borne existante
- Clou d'arpentage
- Application cadastrale non garantie
- Mur privatif
- Mur mitoyen
- Piquet



GEOMETRES EXPERTS
abctopo
Dressé le 7 Mars 2018 par Julien BARDOU, Géomètre Expert
73, Rue Jean Jaurès
16100 COGNAC
T: 05 45 82 85 87
C: cognac@abctopo.fr

Avertir toute construction de clôture en bordure du domaine public une demande d'autorité d'alignement devra être déposée auprès de la collectivité compétente (maire ou ADA)

2-Observations du commissaire enquêteur

a) Quelques erreurs seront à corriger dans le dossier :

- la carte d'occupation des sols de la commune (chapitre 2.3.1 p 17) ne comporte pas de légende
- la cartographie du réseau Natura 2000 (chapitre 2.3.2 p 19) ne comporte pas de légende
- la carte des occupations agricoles artificielles (chapitre 2.3.6 p 30) ne comporte pas de légende
- la carte de représentation des trames verte et bleue (chapitre 2.3.7 p 34) ne comporte pas de légende

b) Concernant le plan des secteurs (Pièce n°2)

-La pièce n°2 « Plan des secteurs » est-elle au 1/5000 (comme indiquée sur la carte) ou plutôt au 1/2500 (comme indiqué par la légende) ? A priori il me semble que la bonne échelle est au 1/2500

-Pourquoi avez-vous fait le choix de ne plus faire apparaître sur le « plan des secteurs », contrairement à celui approuvé par la préfecture le 16-11-2012, des données utiles à son exploitation comme :

les zones boisées

le périmètre de servitude lié aux monuments classés

le périmètre d'exposition au bruit due à l'aérodrome de Cognac-Châteaubernard ... ?

c) Eclaircissement concernant le changement de destination d'une parcelle

-Sera t-il toujours possible pour un agriculteur de demander un changement de destination d'une construction à vocation agricole située en zone N vers une zone U ?

-Quels seront les changements de destination autorisés ?

-Quels seront vos critères pour statuer sur la possibilité de changement de destination ?

-Avez-vous listé les parcelles pouvant potentiellement changer de destination ?

HUCTEAU Hervé

Commissaire Enquêteur

Le 17-11-19

Confirmation de la réception du procès-verbal

le 21/11/19 par :

Nom : FLORINE

Prénom : Olivier

Fonction : Chargé de mission PLU



**GRAND COGNAC COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION**

**Révision de la carte communale
de la commune de Juillac-le-Coq**

**Mémoire en réponse aux remarques et observations
formulées lors de l'enquête publique et aux avis
émis par les personnes publiques associées lors de
la consultation préalable à l'enquête publique**

29 novembre 2019



Introduction

Sur demande de la commune de Juillac-le-Coq, le conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac, compétente en matière d'urbanisme, a prescrit la révision de la carte communale par délibération n°2017/228 en date du 22 juin 2017.

La révision de la carte communale poursuit les objectifs suivants :

- La réalisation d'un bilan intermédiaire de la carte communale existante, notamment du point de vue de l'évolution sur les cinq dernières années ;
- La prise en compte des besoins des activités économiques présentes sur le territoire afin de permettre l'évolution de leurs bâtiments ;
- L'intégration d'un projet communal dans le centre-bourg en vue de la reconversion d'une parcelle communale en partie bâtie ;
- La mise à jour des données de la carte communale et la révision du zonage.

Bilan de l'enquête publique

Concernant l'enquête publique, le procès-verbal de synthèse des observations, remis en main propre par Monsieur le commissaire-enquêteur le 17 novembre 2019, fait état de 4 observations sur le registre de la commune et de 1 courrier reçu en mairie de Juillac-le-Coq pendant la période de l'enquête.

Il n'y a eu aucune visite ni aucune observation au siège de Grand Cognac, où se trouvait le second registre.

Aucune demande n'a été envoyée par email sur l'adresse dédiée (cc-juillac16@grand-cognac.fr). A ce sujet, l'attaque informatique dont a été victime la Communauté d'Agglomération de Grand Cognac a créé des dysfonctionnements de la boîte email. Annoncée indisponible du 11 au 20 octobre dans un premier temps, des informations complémentaires ont indiqué que la boîte n'a été rétablie que le 30 octobre.

Pour pallier cette défaillance, il a été décidé, par arrêté du Président de Grand Cognac, de prolonger l'enquête publique (qui devait initialement se terminer le 31 octobre 2019) et d'ajouter une permanence en mairie de Juillac-le-Coq. Ces informations ont été portées à la connaissance du public par voie de presse, d'affiche et sur le site internet de Grand Cognac. Le courrier joint en annexe du présent mémoire, revient en détail sur cet incident.

Remarques, demandes et observations émises par le public lors de l'enquête publique et réponses apportées

La demande n°1 de M. BUREAU porte sur le classement en secteur constructible des parcelles D90, D91 et D491, parcelles qui disposent de l'eau, de l'électricité, du téléphone, du gaz et attenantes au chemin communal.

La collectivité signale que les parcelles en question s'inscrivent hors des espaces résidentiels structurants de la commune (voir analyse du rapport de présentation de la Carte Communale).

La demande n°2 de M. DURAN (Distillerie du Vieux Chêne) consiste à savoir si les bâtiments situés sur la parcelle n°9, au lieu-dit la Métairie, classée comme secteur non-constructible, pourront évoluer et servir à terme, pour de l'habitat privé.
La collectivité note que les termes de l'article L161-4 du Code de l'Urbanisme satisfont les attentes du demandeur quant aux possibilités d'évolution de ladite parcelle.



La demande n°3 de M. GOLVET (SARL des Vignes) porte sur le changement statut d'un viticulteur passant de bouilleur de cru à bouilleur de profession. Cela change-t-il la nature du secteur concerné (Chez Genté/Chez Blanchon), parcelles B997 et B1020 ?

Une « doctrine » des services de l'Etat (DDT16 et DDT17) diffusée en septembre 2018 précise les règles d'urbanisme applicables aux constructions viticoles. Elle indique que :

- Les constructions nécessaires à l'exploitation agricole (bouilleur de cru) peuvent être autorisées en secteur non-constructible d'une carte communale ;
- Les constructions à caractère industriel, en revanche, ne peuvent être autorisées qu'en secteur constructible. Une activité de bouilleur de profession, est considérée comme industrielle, dans la mesure où elle n'est pas directement liée à l'activité agricole de l'exploitant.

En réponse à ce second cas, la Carte Communale a opté pour le classement de l'ensemble des bâtiments affiliés ou susceptibles d'être affiliés à terme à l'activité industrielle, au sein d'un secteur Ua se référant à l'article R-161-5 du Code de l'Urbanisme.

Sur ces termes, il apparaît donc opportun de reconsidérer le classement actuel des parcelles du demandeur au sein de la Carte Communale.

La collectivité signale, à ce stade, la difficulté de déterminer exactement le contour de ce secteur Ua éventuel au droit de l'exploitation du demandeur.

La demande n°4 de M. LIVET porte sur le classement en secteur constructible d'une partie de la parcelle A413, à hauteur d'environ 1.500 m².

La collectivité retient que cette parcelle s'inscrit en continuité d'un village structurant à l'échelle de la commune (voir rapport de présentation de la Carte Communale), qui de par son envergure, pourrait être susceptible d'admettre de nouvelles constructions.

La demande n°5 de M. PRIETO, reçue par courrier, porte sur le classement en secteur constructible de la parcelle B1415.

La collectivité note que le terrain en question s'inscrit en continuité d'un village qualifié de structurant à l'échelle de la commune (rapport de présentation de la Carte Communale). La demande peut donc être étudiée.

La collectivité souligne toutefois que la parcelle se situe en continuité d'un site industriel classé en secteur constructible Ua, se référant à l'article R161-5 du Code de l'Urbanisme.

Il convient de mesurer une possible incompatibilité entre le projet du demandeur et le voisinage immédiat de ce site industriel. Toutefois, à la lecture des éléments apportés par le demandeur, il n'apparaît pas de présomption d'aggravation du risque industriel. En effet, le demandeur exprime le souhait de mettre en valeur sa propriété par la réalisation de constructions annexes et complémentaires de l'habitation (atelier de peinture, piscine...).

Remarques, demandes et observations émises par le commissaire enquêteur suite à l'enquête publique et réponses apportées

XC

Des erreurs matérielles sont à corriger.

Celles-ci seront prises en compte avant que le dossier ne soit proposé à l'approbation.

Le plan des secteurs n'indique pas la bonne échelle et ne fait pas apparaître de données utiles à son exploitation comme sur la carte communale actuelle.

L'échelle du plan de secteurs sera corrigée (soit 1/5 000ème). Toutefois, les informations non-réglementaires qui apparaissent sur le plan de secteurs de l'actuelle Carte Communale n'ont aucunement lieu d'être reportés sur le nouveau plan de secteurs, ces informations étant contraires au formalisme légal et réglementaire imposé aux Cartes Communales.

A titre d'exemple, le périmètre d'exposition au bruit lié à l'aérodrome Cognac - Châteaubernard doit être mentionné dans les annexes de la Carte Communale, et non sur son règlement graphique. Il en est de même pour l'intégralité des servitudes d'utilité publiques existantes à ce jour sur la commune.

Enfin, le repérage des zones boisées sur le règlement graphique ne se réfère à aucun outil légal ou réglementaire le justifiant. Il n'y a pas lieu de créer une telle fragilité juridique sur le document.

La dernière demande porte sur le cas des changements de destination.

- Un agriculteur pourra opérer le changement de destination d'un bâtiment agricole, quand bien même ce dernier est classé en secteur constructible ou non, car le législateur n'a pas formulé de restrictions particulières aux possibilités de changement de destination comme dans les PLU/PLUI (article L151-11 du Code de l'Urbanisme).
- Sur la base du précédent point, tout changement de destination, de toute nature, est autorisé par la Carte Communale en tous secteurs.
- Il n'y a pas de critères pour de tels cas.
- Ce repérage est non-avenu dans le cas d'une Carte Communale, à la différence du futur PLUI actuellement réalisé à l'échelle de l'agglomération. Ce travail incombe donc au prestataire du PLUI.

Remarques et observations émises par les Personnes Publiques Associées (PPA) préalablement à l'enquête publique

Préalablement à l'enquête publique, le dossier de révision de la carte communale de la commune de Juillac-le-Coq a été transmis aux personnes publiques associées mentionnées par le code de l'urbanisme.

12 avis ont été reçus :

- Avis de la Mission régionale d'autorité environnementale en date du 15 novembre 2018,
- Avis de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection de la Population (DDCSPP) en date du 20 février 2019,
- Avis de l'Office National des Forêts (ONF) en date du 27 février 2019,
- Avis du Centre National de la Propriété Forestière (délégation Centre Poitou-Charentes) en date du 13 mars 2019,
- Avis de la commune de Juillac-le-Coq en date de 26 mars 2019,
- Avis du PETR Ouest-Charente, porteur du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) en date du 10 avril 2019,



- Avis du Service d'infrastructure de la Défense Sud-Ouest en date du 15 avril 2019,
- Avis de la Chambre d'agriculture en date du 17 avril 2019,
- Avis de l'Institut Nationale de l'Origine et de la Qualité (INOQ) en date du 17 avril 2019,
- Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) en date du 19 avril 2019,
- Avis du Conseil Départemental de la Charente en date du 2 mai 2019,
- Accord du Préfet au titre de la dérogation à la règle de l'urbanisation limitée (articles L.142-5 et R.142-2 du code de l'urbanisme) en date du 23 mai 2019,
- Avis de la Direction Départementale des Territoires (DDT) en date du 21 juin 2019,
- Une réunion d'examen conjoint a également été organisée le 11 juillet 2019, à laquelle ont participé, entant que Personnes Publiques Associées (PPA) :
- La Chambre d'Agriculture de la Charente
- La Direction Départementale des Territoire
- Le PETR Ouest-Charente, structure porteuse du SCoT

Au regard de certains des avis écrits, le dossier de révision nécessitera d'être corrigé et complété sur plusieurs points comme indiqué dans le document appelé « synthèse des avis ».

Un tableau résumant les modifications apportées sera joint au dossier approbation de révision de la Carte Communale de Juillac-le-Coq.

Fait à Cognac, le 29 novembre 2019,

Le Président
Jérôme SOURISSEAU

